

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Rapport financier
du deuxième trimestre de 2014

pour la période close le 28 juin 2014

TABLE DES MATIÈRES

Page

Rapport de gestion

1

Énoncés prospectifs	1
1 Résumé	2
2 Activités de base et stratégie	8
3 Facteurs de rendement clés	8
4 Capacités	8
5 Risques et gestion des risques	10
6 Liquidités et ressources en capital	10
7 Évolution de la situation financière	14
8 Revue des activités opérationnelles	16
9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables	24

États financiers consolidés intermédiaires résumés

26

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	26
État consolidé intermédiaire résumé de la situation financière	27
État consolidé intermédiaire résumé du résultat global	28
État consolidé intermédiaire résumé des variations des capitaux propres	29
État consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie	30
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	31
1 Constitution, activités et instructions	31
2 Règles de présentation	31
3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	32
4 Autres actifs	33
5 Immobilisations	33
6 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	34
7 Impôt sur le résultat	36
8 Autres éléments du résultat global	37
9 Passifs éventuels	37
10 Autres charges opérationnelles	39
11 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	39
12 Transactions avec des parties liées	39
13 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers	40
14 Informations sectorielles	43

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion fournit un exposé décrivant les résultats financiers et les changements opérationnels de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Purolator Holdings Ltd. (Purolator), le Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte), pour le deuxième trimestre terminé le 28 juin 2014 et pour les deux premiers trimestres de 2014. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises. Chacun des trimestres de la Société compte 13 semaines et le présent rapport vise les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 28 juin 2014. Le rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 28 juin 2014; ceux-ci ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et ils sont présentés en dollars canadiens. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion sont arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. À moins d'indication contraire, les renseignements du présent rapport de gestion sont en vigueur le 21 août 2014.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion. Toute mention des termes « nos », « notre » ou « nous » désigne la direction de Postes Canada. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport et les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Correspondance-réponse d'affaires^{MC}, Médiaposte avec adresse^{MC}, Médiaposte sans adresse^{MC}, Paquet repérable^{MC}, Permanent^{MC}, Poste-lettres^{MC} et Poste-publications^{MC} sont des marques de commerce de la Société canadienne des postes.

Importance relative

La direction évalue l'information qui doit être fournie dans le rapport de gestion selon le principe de l'importance relative comme guide aux fins de déclaration. La direction considère que des renseignements sont importants s'il est probable que leur omission ou une déclaration inexacte influencerait sur les décisions prises par l'utilisateur moyen en fonction de tels renseignements financiers.

Énoncés prospectifs

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion contiennent des énoncés prospectifs qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats opérationnels, le rendement ainsi que les perspectives commerciales et les occasions commerciales du Groupe d'entreprises. En général, les énoncés prospectifs sont désignés par des mots ou des expressions tels que « prévoit », « s'attend à ce que », « croit », « estime », « a l'intention de » ou d'autres mots et expressions similaires. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats opérationnels, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales (les hypothèses). Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent s'avérer incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés à la section 5 – Risques et gestion des risques à la page 10 du présent rapport de gestion (les risques).

Lorsque le Groupe d'entreprises présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, par exemple des renseignements sur la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les informations financières prospectives et les perspectives financières, ainsi que l'information prospective de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujetties aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs. À la lumière de ces hypothèses et risques, les activités prévues dans ces énoncés sur la vision d'avenir pourraient ou non se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion sont seulement pertinents en date du 21 août 2014; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation, ou de toute autre raison après cette date.

1 Résumé

Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada est composé de Postes Canada et de ses filiales : Purolator Holdings Ltd., Groupe SCI inc. et Innovapost Inc. Avec 66 000 employés, c'est l'un des plus importants employeurs au Canada. En 2013, nos employés ont livré environ 9,4 milliards d'articles de courrier, de colis et de messages à 15,5 millions d'adresses dans des régions urbaines, rurales et éloignées à l'échelle du pays. Le secteur Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, qui compte plus de 6 300 bureaux de poste. Postes Canada, qui est devenue société d'État en 1981, rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Transports. Son actionnaire unique est le gouvernement du Canada.

Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, en offrant des services postaux de qualité à tous les Canadiens, dans les régions rurales et urbaines, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société canadienne des postes comprennent les comptes du Groupe d'entreprises. Postes Canada est le plus important secteur, ayant des revenus de 3 milliards de dollars pour les deux premiers trimestres de l'exercice 2014 (78 % du total des revenus) et de 5,9 milliards de dollars pour l'exercice complet terminé le 31 décembre 2013 (78 % du total des revenus). La Société gère ses activités consolidées et établit, par conséquent, ses secteurs opérationnels selon les entités juridiques. Quatre secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés : Postes Canada, Purolator, Logistique et Innovaposte.

Le tableau qui suit présente le Plan d'entreprise du Groupe d'entreprises de Postes Canada pour 2014 :

(en millions de dollars)

Résultats consolidés	Plan pour 2014
Produits opérationnels	7 802
Charges opérationnelles	8 058
Résultat opérationnel	(256)
Charges liées aux activités d'investissement et de financement	(18)
Résultat avant impôt	(274)

Le Plan d'entreprise du Groupe d'entreprises de Postes Canada pour 2014, approuvé par le gouvernement du Canada, prévoit un résultat avant impôt de -274 millions de dollars pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014, principalement en raison des défis structurels à long terme auxquels est confronté le secteur Postes Canada. À la fin du deuxième trimestre de 2014, les résultats financiers du Groupe d'entreprises sont supérieurs aux prévisions, enregistrant un résultat avant impôt de 49 millions de dollars pour les deux premiers trimestres clos le 28 juin 2014. Les résultats positifs du Groupe d'entreprises sont attribuables à l'augmentation des revenus, surtout pour les secteurs d'activité Courrier transactionnel et Colis de Postes Canada, ainsi qu'aux coûts plus faibles liés aux avantages du personnel du secteur Postes Canada.

Les revenus provenant du secteur Courrier transactionnel sont supérieurs aux prévisions à la fin du deuxième trimestre de 2014, en raison principalement de l'entrée en vigueur de la nouvelle structure de tarification progressive à la fin de mars et de l'érosion du service Poste-lettres^{MC} du régime intérieur qui est inférieure à celle prévue. Cette érosion a été principalement contrée par l'incidence positive des élections provinciales en Ontario et au Québec, ainsi que par l'évolution des tendances d'achat à la suite de la réémission du timbre Permanent^{MC} au cours du deuxième trimestre de 2014. Selon les prévisions, les volumes du secteur Courrier transactionnel vont continuer à baisser, mais le taux d'érosion pour les années à venir demeure incertain.

Les coûts liés aux avantages du personnel seront inférieurs aux prévisions pour 2014, en raison des répercussions bénéfiques d'une augmentation du taux d'actualisation qui est passé à 5,0 % au 31 décembre 2013 (hausse par rapport aux taux d'actualisation de 4,4 % au 31 décembre 2012 et de 4,3 % au 28 juin 2014). Cette situation est aussi attribuable au rendement plus élevé que prévu des actifs du régime de retraite en 2013, qui s'est chiffré à 16,9 %.

Malgré l'incertitude entourant l'érosion des volumes, le chiffre d'affaires devrait continuer à s'améliorer pour le reste de l'année. En même temps, Postes Canada continue de mettre en place son Plan d'action en cinq points afin d'atteindre son objectif d'assurer l'autosuffisance de l'entreprise.

Changements significatifs et développement commercial

Postes Canada se trouve à une étape critique de son histoire. Les volumes de lettres diminuent chaque année, à mesure que les ménages et les entreprises continuent d'abandonner le courrier comme source principale de communication pour adopter des produits numériques. Ce changement a provoqué une baisse importante des volumes d'envois Poste-lettres. En fait, en 2013, nous avons livré 1,2 milliard d'articles Poste-lettres du régime intérieur de moins qu'en 2006. Par conséquent, le privilège exclusif de la livraison des lettres détenu par Postes Canada ne finance plus de manière adéquate l'obligation coûteuse de livrer le courrier à toutes les adresses canadiennes. De plus, la concurrence est très rude pour le secteur du marketing direct. À l'heure des médias sociaux et numériques, le secteur du marketing direct fait partie d'un marché très concurrentiel et fragmenté, dans lequel les spécialistes en marketing sont maintenant plus capables que jamais de transmettre leurs messages à l'aide de divers produits. Le secteur des colis de Postes Canada et celui de Purolator exercent également leurs activités dans un environnement hautement concurrentiel. Nous devons changer notre modèle d'entreprise pour nous assurer de réussir et de continuer à jouer un rôle important dans la vie des Canadiens au fil de l'évolution de leurs besoins.

En décembre 2013, après des mois de planification et de consultation auprès des Canadiens, Postes Canada a dévoilé son Plan d'action en cinq points (Plan d'action) qui forme la base d'un nouveau système postal conçu pour répondre aux besoins changeants des Canadiens et aider la Société à réussir dans l'ère numérique. Le Plan d'action est axé sur cinq initiatives :

1. Transition aux boîtes postales communautaires (BPCOM) pour le tiers des ménages canadiens qui reçoivent toujours leur courrier à la porte (ce qui représente cinq millions d'adresses);
2. Mise en place d'une nouvelle structure de tarification progressive pour les envois Poste-lettres, qui tiendra mieux compte du coût réel du service fourni à diverses clientèles;
3. Offre d'un accès élargi et plus pratique aux services postaux grâce à des bureaux concessionnaires;
4. Rationalisation des opérations internes;
5. Solutions aux coûts de main-d'œuvre.

Ces initiatives sont la base d'une stratégie pour aider Postes Canada à redevenir rentable et à demeurer financièrement viable et autonome. La durée du Plan d'action est estimée à cinq ans. Après sa mise en œuvre complète, il est prévu que quatre de ses cinq initiatives rapporteront des économies dont nous avons grandement besoin et qui sont estimées entre 700 millions et 900 millions de dollars par année. Les activités de mise en œuvre des initiatives du Plan d'action en cinq points se sont poursuivies au deuxième trimestre de 2014.

Boîtes postales communautaires

Postes Canada a commencé à convertir les ménages qui reçoivent toujours leur courrier à la porte pour qu'ils passent à la livraison aux boîtes postales communautaires. Pendant le deuxième trimestre de 2014, Postes Canada a reçu ses premiers envois d'équipement de boîtes postales communautaires, elle a travaillé sur la mise au point des plans liés à l'emplacement, et elle a poursuivi les discussions avec les municipalités et les résidents afin d'assurer une transition en douceur. Les premières installations ont été entamées en juillet, et les autres conversions de la première phase, visant environ 100 000 adresses dans 11 collectivités un peu partout au Canada, devraient être terminées d'ici la fin de 2014. La planification pour 2015 progresse bien : à ce jour, nous avons annoncé les collectivités visées par la conversion d'environ 250 000 des quelque 1,17 million d'adresses devant faire la transition en 2015. Au total, l'initiative nationale s'échelonnant sur cinq ans touchera cinq millions d'adresses.

Nouvelle approche de tarification des envois Poste-lettres

Une structure de tarification progressive pour les lettres des régimes intérieur et international a été mise en place le 31 mars 2014. Selon la nouvelle structure, les clients qui souhaitent acheter un seul timbre du régime intérieur paient le plein tarif et des réductions sont offertes aux clients qui achètent des carnets, des rouleaux ou des feuillets, aux entreprises utilisant des machines à affranchir ou des vignettes, ainsi qu'aux clients du service Postes-lettres à tarifs préférentiels qui répondent aux exigences en matière de volume et de préparation des envois. Les tarifs du courrier Poste-lettres surdimensionné, à destination des États-Unis et du régime international ont aussi été majorés et correspondent aux nouveaux niveaux de tarification. Cependant, ces services ne prévoient pas différents tarifs pour l'achat de timbres vendus à l'unité.

Ajout de bureaux de poste concessionnaires pour une plus grande commodité

Quant aux initiatives de vente au détail, Postes Canada a continué de rationaliser son réseau de bureaux de poste de la Société en fonction de l'achalandage, y compris des changements aux heures d'ouverture et l'ouverture de nouveaux bureaux concessionnaires pour offrir plus de commodité aux clients.

Rationalisation des opérations

Postes Canada a continué à rationaliser ses opérations internes au cours du deuxième trimestre de 2014. Elle a annoncé des changements au réseau national de traitement du courrier pour accroître son efficacité et réduire ses coûts en utilisant davantage son équipement ultrarapide de traitement du courrier. Ce changement comportera le transfert des tâches de traitement du courrier d'arrivée des services Poste-lettres et Médiaposte avec adresse^{MC} pouvant être trié à la machine pour les établissements d'Ottawa, de London et de Hamilton vers de plus grandes installations à Montréal et à Toronto. De plus, à l'automne de 2014, les tâches de traitement du courrier d'origine effectuées à l'Établissement de traitement du courrier de Saint John seront transférées à un des grands établissements de traitement du courrier, soit celui d'Halifax, dans le cadre des changements apportés au réseau de traitement du courrier dans les Maritimes.

Solutions aux coûts de main-d'œuvre

En ce qui concerne la main-d'œuvre, Postes Canada et l'Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications ont signé une nouvelle convention collective de quatre ans le 12 mai 2014. La convention comporte de modestes augmentations salariales pour les deux premières années et n'accorde aucune augmentation pour les deux dernières années. Pour les employés actuels, l'offre préserve également les dispositions liées à la sécurité d'emploi et le régime de retraite à prestations déterminées. Les employés embauchés après la date de signature de la nouvelle convention collective recevront un salaire annuel de départ moins élevé et seront admissibles à un régime de retraite à cotisations déterminées. De plus, Postes Canada est actuellement en négociation avec l'Association des officiers des postes du Canada pour conclure une nouvelle convention collective qui viendra remplacer celle ayant expiré le 31 mars 2014.

En février 2014, le gouvernement du Canada a accordé à Postes Canada un allègement la dispensant de l'obligation d'effectuer des paiements spéciaux à son régime de retraite agréé (le Régime) pour la période de 2014 à 2017. Cette période d'allègement accordera à Postes Canada le temps de travailler avec ses syndicats et d'autres représentants des participants au Régime afin d'évaluer toutes les possibilités, y compris des changements à la conception du Régime pour en assurer la viabilité financière. Postes Canada a commencé à explorer les options pour résoudre les problèmes du Régime et elle en a discuté avec les parties intéressées. Elle examine et évalue aussi les approches adoptées par d'autres instances dans le but de modifier la conception de leurs régimes de retraite. De plus, le 23 juin 2014, Postes Canada a soumis un mémoire concernant le document de consultation du ministère des Finances intitulé « *Innovier en matière de pensions, dans l'intérêt des Canadiennes et des Canadiens : Les régimes à prestations cibles* », publié en avril 2014.

Points saillants financiers

Pour le deuxième trimestre terminé le 28 juin 2014, le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat opérationnel de 96 millions de dollars, par rapport à un résultat opérationnel de -72 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Pour les deux premiers trimestres de 2014, le Groupe d'entreprises affiche un résultat opérationnel de 68 millions de dollars, par rapport à un résultat opérationnel de -123 millions de dollars au cours des deux premiers trimestres de 2013. Les résultats positifs du Groupe d'entreprises sont attribuables à l'augmentation des revenus, surtout dans les secteurs d'activité Colis et Courrier transactionnel de Postes Canada, ainsi qu'aux coûts plus faibles liés aux avantages du personnel à Postes Canada découlant des répercussions positives de bons rendements des actifs du régime de retraite en 2013 et d'une augmentation des taux d'actualisation utilisés pour calculer les coûts des régimes d'avantages du personnel en 2014. Les revenus du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté, principalement en raison de l'évolution des tendances d'achat à la suite de la réémission du timbre Permanent^{MC} et des majorations tarifaires découlant d'une nouvelle structure de tarification progressive pour le service Poste-lettres, deux changements étant entrés en vigueur le 31 mars 2014. Quant au secteur Colis, la croissance des revenus reflète la force continue du marché des commandes du cybercommerce dans le segment entreprise à consommateur.

Le secteur Postes Canada a enregistré un résultat opérationnel de 62 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2014, par rapport à un résultat opérationnel de -100 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2013. Pour les deux premiers trimestres de 2014, Postes Canada a enregistré un résultat opérationnel de 44 millions de dollars, par rapport à un résultat opérationnel de -141 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Les résultats améliorés sont principalement attribuables aux revenus plus élevés pour les secteurs Courrier transactionnel et Colis, ainsi qu'à la baisse des coûts des avantages du personnel. Postes Canada a généré des produits de 1 559 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2014 et de 3 027 millions de dollars au cours des deux premiers trimestres de 2014, ce qui représente respectivement une augmentation de 124 millions de dollars, soit 10,4 %, et de 79 millions de dollars, soit 3,5 %, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les augmentations globales des revenus sont attribuables aux majorations tarifaires pour les envois Poste-lettres et aux nouvelles tendances d'achat à la suite de la réémission du timbre Permanent, deux changements étant entrés en vigueur le 31 mars 2014, ainsi qu'à la croissance du secteur Colis découlant de la force continue du marché des commandes du cybercommerce dans le segment entreprise à consommateur. Les volumes de courrier transactionnel ont connu une baisse de 38 millions d'articles, soit 2,3 %, au deuxième trimestre de 2014 et de 117 millions d'articles, soit 4,7 %, au cours des deux premiers trimestres de 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les volumes continuent à être touchés de façon négative par l'érosion du courrier liée à la substitution électronique. Cependant, l'érosion au deuxième trimestre est moindre que celle qui avait été prévue, ce qui est en partie attribuable à l'incidence positive des élections provinciales en Ontario et au Québec, ainsi qu'à l'évolution des tendances d'achat à la suite de la réémission du timbre Permanent au début du deuxième trimestre de 2014. La réémission du timbre a eu lieu en même temps que le lancement de la nouvelle structure de tarification progressive pour le service Poste-lettres. L'augmentation des revenus et des volumes est aussi attribuable au succès continu du secteur d'activité Colis. Les volumes de colis ont connu une hausse d'environ 2 millions d'articles, soit 6,5 %, au deuxième trimestre de 2014, et de plus de 1 million d'articles, soit 2,5 %, pour les deux premiers trimestres de 2014; pour le deuxième trimestre et pour les deux premiers trimestres, les revenus du secteur Colis ont augmenté respectivement de 31 millions de dollars, soit 11,3 %, et de 54 millions de dollars, soit 9,2 %, par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

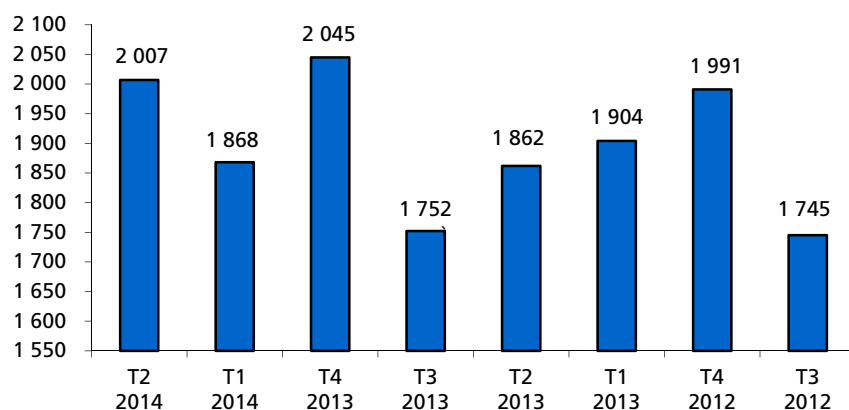
Il incombe à Postes Canada, à titre de répondante de régime, de verser les cotisations pour services rendus à ses régimes de retraite et d'effectuer les paiements spéciaux nécessaires pour combler toute insuffisance de capitalisation. Ces engagements au titre des prestations des régimes de retraite et les obligations au titre des prestations des autres avantages postérieurs à l'emploi sont élevés; ils continuent d'avoir des répercussions importantes sur le rendement financier de la Société et, si ce n'était pas pour l'allègement de l'obligation d'effectuer des paiements spéciaux au Régime, ils exerceraient une pression immédiate sur ses ressources de trésorerie. Les fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres hypothèses actuarielles donnent lieu à une instabilité d'une période à l'autre et, par conséquent, à des risques financiers et de liquidité à long terme considérables pour la Société. Au cours du deuxième trimestre de 2014, cette instabilité a eu une incidence négative sur les régimes à prestations déterminées du Groupe d'entreprises, donnant lieu à des

pertes de réévaluation de 692 millions de dollars, après impôt, comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Ces pertes de réévaluation résultent principalement d'une baisse des taux d'actualisation au cours du deuxième trimestre de 2014, annulant partiellement les augmentations de 2013. Ces pertes ont réduit davantage le solde des capitaux du Groupe d'entreprises, qui se situe à -1,7 milliard de dollars au 28 juin 2014. Les taux d'actualisation de l'exercice précédent et les autres hypothèses actuarielles, ainsi que le solde des actifs, sont utilisés pour calculer les avantages du personnel de l'exercice en cours; ces données ont donc une incidence sur les résultats opérationnels de la Société. Des rendements solides des actifs des régimes de retraite en 2013 et une augmentation des taux d'actualisation en date du 31 décembre 2013, en partie contrés par des changements apportés aux taux de mortalité en 2013 (pour refléter le fait que les participants vivent plus longtemps) ont aidé à diminuer les éléments hors trésorerie associés aux coûts liés aux avantages du personnel de plus de 100 millions de dollars pour les deux premiers trimestres de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013, et ont contribué au résultat opérationnel positif de la Société. Ces résultats démontrent que des fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres hypothèses actuarielles peuvent occasionner une instabilité importante dans les états financiers de la Société.

Les diagrammes suivants illustrent les résultats du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. Les volumes ont toujours varié au cours d'un même exercice, les pics de demande de services ayant lieu pendant la période des Fêtes au cours du quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement au cours des trimestres qui suivent, les creux se produisant pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme en raison de ces changements de la demande relative à ses services.

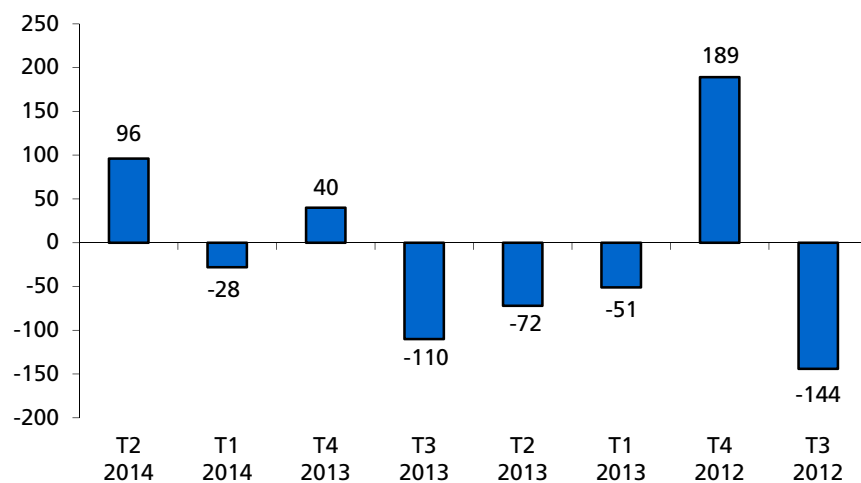
Produits opérationnels consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



Résultat opérationnel consolidé trimestriel¹

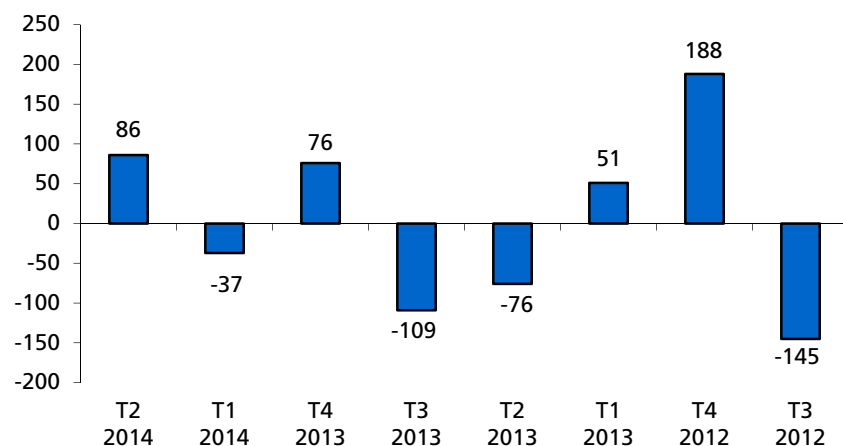
(en million de dollars)



1. Les montants pour l'exercice 2012 ont été retraités à la suite de l'adoption de normes comptables nouvelles ou modifiées. Plus de précisions sont données à la note 4 – Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

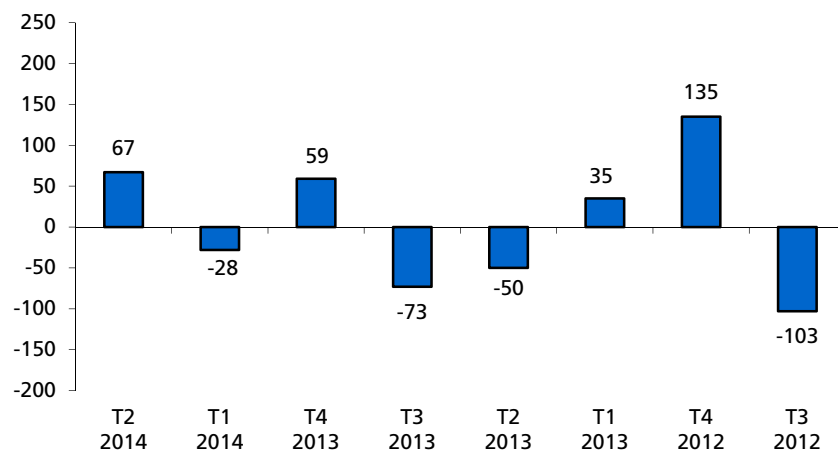
Résultat consolidé trimestriel avant impôt¹

(en millions de dollars)



Résultat net consolidé trimestriel¹

(en millions de dollars)



1. Les montants pour l'exercice 2012 ont été retraités à la suite de l'adoption de normes comptables nouvelles ou modifiées. Plus de précisions sont données à la note 4 – Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le tableau qui suit présente le rendement consolidé de la Société pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de l'exercice 2014 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les				Explication
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%	
État consolidé du résultat global									Points saillants de la section 8 – Revue des activités opérationnelles (page 16).
Produits opérationnels	2 007	1 862	145	9,5 ¹	3 875	3 766	109	3,7 ¹	L'augmentation des produits est principalement attribuable aux secteurs d'activité Courrier transactionnel et Colis du secteur de Postes Canada.
Charges opérationnelles	1 911	1 934	(23)	(1,2)	3 807	3 889	(82)	(2,1)	La diminution des charges opérationnelles est principalement attribuable à la baisse des coûts des avantages du personnel pour le secteur Postes Canada.
Résultat opérationnel	96	(72)	168	–	68	(123)	191	–	
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(10)	(4)	(6)	(108,0)	(19)	98	(117)	–	La diminution pour les deux premiers trimestres de 2014 est principalement attribuable aux gains de 109 millions de dollars découlant de la vente de l'Établissement de traitement du courrier de Vancouver pour le secteur Postes Canada, au premier trimestre de 2013.
Résultat avant impôt	86	(76)	162	–	49	(25)	74	–	
Résultat net	67	(50)	117	–	39	(15)	54	–	
Résultat global	(619)	1 049	(1 668)	–	(1 371)	1 362	(2 733)	–	Les pertes de réévaluation au titre des régimes de retraite et des autres régimes du personnel enregistrées au deuxième trimestre de 2014 et au cours des deux premiers trimestres de 2014 sont principalement attribuables à une baisse des taux d'actualisation.
État consolidé des flux de trésorerie									Points saillants de la section 6 – Liquidités et ressources en capital (page 10).
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	205	95	110	115,2	131	53	78	150,7	L'écart de trésorerie positif est principalement attribuable aux revenus plus solides au deuxième trimestre de 2014, par rapport à 2013.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	(42)	(93)	51	55,0	(36)	53	(89)	–	L'écart de trésorerie est principalement attribuable au moment de la vente de placements et d'immobilisations.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(6)	(4)	(2)	(72,2)	(12)	(9)	(3)	(36,0)	Il n'y a aucun changement important.

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

2 Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base

Postes Canada est confrontée aux mêmes défis que ceux de ses homologues internationaux : la gestion du déclin des volumes du secteur de base Courrier transactionnel tout en conservant un réseau de livraison étendu et grandissant, comme le requiert son mandat de service public. La concurrence s'intensifie dans tous les secteurs d'activité, et le privilège exclusif pour les lettres pesant jusqu'à 500 g est en train de perdre sa valeur dans un monde numérique. La croissance du marché du cybercommerce a généré des occasions et accru la concurrence. Postes Canada fait aussi face à des défis, en raison d'une structure inflexible de coûts élevés, et des changements importants sont nécessaires pour améliorer sa compétitivité en matière de coûts. Pour demeurer viable à long terme, nous avons mis au point des priorités stratégiques pour nous aider à régler nos problèmes liés à la viabilité des activités et à assurer la croissance de l'entreprise, tout en répondant aux besoins changeants des Canadiens en matière de service postal.

Nos activités de base et notre stratégie sont décrites à la section 2 – Activités de base et stratégie du Rapport de gestion annuel de 2013. Aucun changement important n'a été apporté aux stratégies au cours du deuxième trimestre de 2014.

3 Facteurs de rendement clés

Examen des facteurs clés de notre rendement et de nos progrès par rapport aux objectifs de 2014

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage du rendement pour évaluer les progrès de la Société par rapport à ses objectifs clés et pour fournir à la direction un aperçu détaillé du rendement de la Société.

Comme il est indiqué à la section 2.3 – Notre stratégie et nos priorités stratégiques du Rapport de gestion annuel de 2013, les priorités de Postes Canada portent sur la redéfinition du service postal à l'aide du Plan d'action en cinq points, la recherche d'occasions de croissance (p. ex. devenir le chef de file pour ce qui est de favoriser le cybercommerce, repositionner les produits du secteur Marketing direct et renforcer la commercialisation de nos services et données numériques) et la concentration incessante des efforts sur les économies de coûts. À cet égard, Postes Canada a élaboré un certain nombre de mesures de rendement clés qui soutiennent ses progrès vers l'atteinte de ses priorités stratégiques.

Les mesures de rendement clés comprennent :

- les impératifs financiers pour les réseaux de livraison physique et numérique (y compris la croissance des activités et l'amélioration de la rentabilité);
- les objectifs de rendement en matière de service;
- la sécurité des employés (y compris la fréquence des blessures);
- l'amélioration de l'expérience du client;
- la mise en œuvre continue de la Transformation postale ainsi que du Plan d'action en cinq points et la réalisation des avantages connexes.

Les résultats sur le rendement de 2014 seront mis à jour à la fin de l'exercice et feront partie du Rapport de gestion annuel de 2014.

4 Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats

La section 4 – Capacités du Rapport de gestion annuel de 2013 présente un examen de ces sujets. Des mises à jour sont fournies ci-après.

4.1 Relations du travail

Le nombre d'employés visés par une convention collective au 31 décembre 2013 et les diverses activités de négociation sont résumés à la rubrique Relations du travail de la section 4.1 – Nos employés du Rapport de gestion annuel de 2013. Une mise à jour des activités de négociation collective par secteur est présentée ci-après.

Secteur Postes Canada

Mise à jour en matière d'équité salariale

Le 25 juin 2013, un protocole d'entente a été signé. Ce protocole définit, entre autres, l'admissibilité, la méthode de calcul, l'application des intérêts et le procédé de paiement requis pour appliquer la décision rendue par la Cour suprême du Canada en faveur de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) à l'égard de la plainte en matière d'équité salariale contre Postes Canada qui remonte à 1983. Une équipe d'employés continue à examiner des dizaines de milliers de dossiers d'employés individuels en prévision du paiement, un procédé long et complexe. Les paiements en matière d'équité salariale, dont le versement a commencé en août 2013, sont émis de façon continue.

Activités liées aux négociations collectives

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)

Le 12 mai 2014, Postes Canada et l'AFPC/SEPC ont signé une nouvelle convention collective. La convention de quatre ans comporte de modestes augmentations salariales pour les deux premières années et n'accorde aucune augmentation pour les deux dernières années. Pour les employés actuels, la convention préserve également les dispositions liées à la sécurité d'emploi et le régime de retraite à prestations déterminées. Les employés embauchés après le 12 mai 2014 recevront un salaire annuel de départ moins élevé, un nombre inférieur de congés annuels et une moins grande sécurité d'emploi. De plus, ils seront admissibles à un régime de retraite à cotisations déterminées, au lieu du régime à prestations déterminées. La convention de quatre ans aidera à assurer la stabilité de la Société qui doit s'adapter à l'évolution des besoins des Canadiens en matière de service postal.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU)

Postes Canada a conclu deux conventions collectives avec le STTP à la fin de 2012. La première est une convention collective de quatre ans, qui prendra fin le 31 janvier 2015, et la seconde est une convention collective d'un an, qui prendra fin le 31 janvier 2016.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS)

Postes Canada en est à la troisième année d'une convention de quatre ans avec le STTP-FFRS qui prendra fin le 31 décembre 2015.

Association des officiers des postes du Canada (AOPC)

La convention collective de cinq ans conclue avec l'AOPC a pris fin le 31 mars 2014. L'Association représente les superviseurs et les groupes de soutien aux superviseurs, tels que les formateurs et les agents chargés de la mesure des itinéraires, ainsi que les employés des ventes. Les négociations en vue d'une nouvelle convention collective ont commencé le 24 mars 2014. Après quelques réunions initiales en avril, les parties ont repris les négociations et ont réalisé des progrès importants sur de nombreux points. Postes Canada a présenté une offre globale à l'AOPC après leur rencontre au cours de la semaine du 21 juillet 2014. L'offre comprend une réponse aux propositions présentées par l'AOPC, en plus de restreindre les changements clés visés par la Société pour la prochaine convention collective. L'AOPC a convenu de fournir une réponse le 10 septembre 2014. La convention collective de l'AOPC prévoit un processus d'arbitrage des propositions finales afin de régler toutes les questions non réglées lorsqu'une entente ne peut pas être négociée. Le processus est utilisé au lieu d'une grève ou d'un lock-out.

Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)

La Société en est à la dernière année d'une convention collective de cinq ans avec l'ACMPA, qui prendra fin le 31 décembre 2014. L'ACMPA représente les maîtres de poste et adjoints des bureaux de poste ruraux. Les négociations collectives devraient être entamées à l'automne 2014. De plus, la convention de l'ACMPA prévoit un processus d'arbitrage des propositions finales afin de régler toutes les questions non réglées, au lieu d'une grève ou d'un lock-out.

Secteur Purolator

La convention collective nationale conclue avec le Conseil canadien des Teamsters, qui représente tous les employés à salaire horaire des opérations, demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016. Les conventions régionales pour les groupes d'employés administratifs conclues avec toutes les sections locales des Teamsters et le Syndicat des employés des postes et communications en Colombie-Britannique seront en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017.

À la suite des négociations entamées en décembre 2013, Purolator a conclu une entente de principe avec Unifor (anciennement « Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier » et « Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'automobile ») le 24 avril 2014. La convention, ratifiée le 4 mai 2014, régit la relation d'emploi de quelque 300 employés administratifs et de bureau au Québec et arrivera à échéance le 31 décembre 2018.

Secteur Logistique – SCI

Il n'y a pas eu de faits nouveaux en matière de relations du travail au cours du deuxième trimestre de 2014.

4.2 Contrôles et procédures internes

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière

Au cours du deuxième trimestre de 2014, aucun changement apporté aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière n'a eu une incidence importante ou ne pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de la présentation de l'information financière.

5 Risques et gestion des risques

Examen des principaux risques et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques

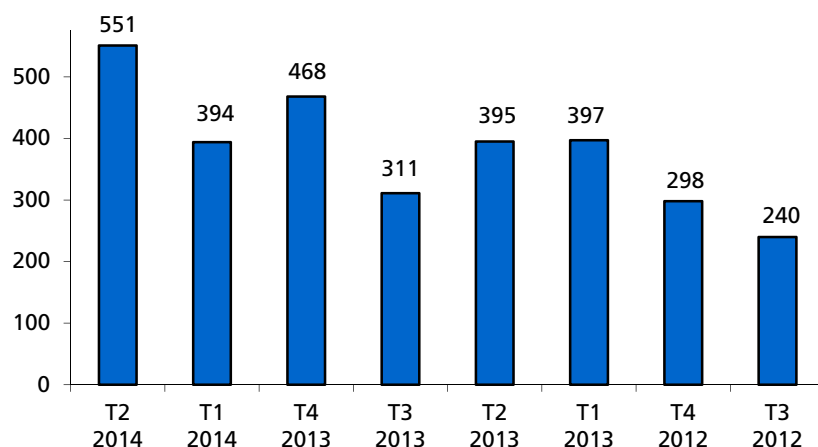
La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse de gestion du risque de l'entreprise (GRE). Les risques du secteur Postes Canada sont décrits à la section 5.2 – Risques stratégiques et à la section 5.3 – Risques opérationnels du Rapport de gestion annuel de 2013. Aucun changement important n'a été apporté à ces risques au cours du deuxième trimestre de 2014.

6 Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



Le Groupe d'entreprises possède 551 millions de dollars au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 28 juin 2014, soit une augmentation de 83 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2013. Cette augmentation s'explique principalement par des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et est appuyée par l'allègement temporaire accordé par le gouvernement du Canada en février 2014 et dispensant la Société de l'obligation d'effectuer des paiements spéciaux à son régime de retraite agréé.

6.2 Activités opérationnelles

	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart
(in millions of dollars)						
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	205	95	110	131	53	78

Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles du deuxième trimestre de 2014 et des deux premiers trimestres de 2014 ont augmenté respectivement de 110 millions de dollars et de 78 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les écarts positifs des flux de trésorerie sont principalement attribuables à la hausse des revenus et à la diminution des paiements d'avantages du personnel, ce qui est en partie contré par les écarts des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

6.3 Activités d'investissement

	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart
(in millions of dollars)						
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	(42)	(93)	51	(36)	53	(89)

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté de 51 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013. L'écart est principalement attribuable à une augmentation de 35 millions de dollars du produit net de la vente de placements, ainsi qu'à une baisse de 16 millions de dollars en acquisitions nettes d'immobilisations. Pour les deux premiers trimestres de 2014, les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement ont baissé de 89 millions de dollars, ce qui est principalement attribuable à la baisse du produit net (156 millions de dollars) de la vente d'immobilisations, en partie contrée par une baisse des acquisitions nettes de placements se chiffrant à 16 millions de dollars et par une baisse des acquisitions d'immobilisations se chiffrant à 51 millions de dollars. Pour le premier trimestre de 2013, ces entrées incluent le produit de 152 millions de dollars découlant de la vente de l'Établissement de traitement du courrier de Vancouver.

Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart
Postes Canada	54	77	(23)	91	148	(57)
Purolator	7	5	2	12	8	4
Logistique	4	1	3	5	2	3
Éléments intersectoriels et consolidés	(1)	0	(1)	(2)	(1)	(1)
Groupe d'entreprises de Postes Canada	64	83	(19)	106	157	(51)

Les acquisitions d'immobilisations du Groupe d'entreprises de Postes Canada ont diminué de 19 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2014 et de 51 millions de dollars pour les deux premiers trimestres de 2014, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces réductions sont principalement attribuables à la diminution des dépenses liées au Programme de transformation postale pour le secteur Postes Canada.

6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(6)	(4)	(2)	(12)	(9)	(3)

Il n'y a pas eu de changement important dans les activités de financement au cours du deuxième trimestre et des deux premiers trimestres de 2014 par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

6.5 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Le Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) a un actif dont la valeur du marché dépasse 19 milliards de dollars au 31 décembre 2013, ce qui fait de ce régime l'un des plus importants régimes de retraite à entreprise unique au Canada. Les effets du Régime sur les liquidités sont décrits à la section 6.5 – Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes du Rapport de gestion annuel de 2013 et dans le Rapport de gestion du premier trimestre de 2014. La mise à jour de cette section est fournie ci-dessous.

En février 2014, le gouvernement du Canada a adopté le *Règlement sur la capitalisation du régime de retraite de la Société canadienne des postes* qui accorde à Postes Canada un allègement la dispensant d'effectuer des paiements spéciaux au Régime pendant quatre ans (de 2014 à 2017). Cette mesure temporaire reconnaît les problèmes opérationnels importants auxquels la Société doit faire face et les risques auxquels la viabilité du Régime est exposée. Pendant cette période, Postes Canada travaille avec ses syndicats et d'autres représentants des participants au Régime afin d'évaluer toutes les possibilités, y compris des changements à la conception du Régime pour en assurer la viabilité financière. Postes Canada a commencé à explorer les options pour résoudre les problèmes liés au Régime et elle a entamé des discussions à cet égard avec les parties intéressées. Elle examine et évalue aussi les approches adoptées par d'autres instances en vue de modifier la conception de leurs régimes de retraite. En juin 2014, la Société a soumis un mémoire au ministère des Finances concernant son document de consultation, publié en avril 2014, demandant des mémoires quant aux éventuelles modifications législatives qui permettraient aux employeurs et aux sociétés d'État sous réglementation fédérale de mettre volontairement en place un régime de retraite à prestations cibles.

Le 25 juin 2014, Postes Canada a déposé une évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2013, auprès de l'organisme fédéral de réglementation des régimes de retraite, soit le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). L'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2013 indique un déficit sur le plan de la continuité de 296 millions de dollars (selon la méthode de calcul fondée sur la valeur lissée des actifs du Régime) et un déficit sur le plan de la solvabilité devant être capitalisé de 6,3 milliards de dollars¹ (selon la méthode du ratio moyen de solvabilité sur trois ans).

Les cotisations pour services rendus représentent respectivement 63 millions de dollars et 124 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2014 et pour les deux premiers trimestres de 2014, par rapport à 81 millions de dollars et à 158 millions de dollars pour les périodes correspondantes de 2013. L'estimation des cotisations pour services rendus pour l'exercice 2014 est d'environ 252 millions de dollars.

Le 14 décembre 2012, la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, projet de loi C-45, a été adoptée pour apporter des changements aux régimes de pension de la fonction publique. Par conséquent, à compter du 1^{er} janvier 2013, le plafond des cotisations versées par les employés pour couvrir les coûts pour services rendus a été augmenté afin de passer de 40 % à 50 %. Le Conseil d'administration de la Société canadienne des postes a approuvé les modifications apportées au Régime, et la Société est passée à un partage des coûts de 50/50. Le STTP a déposé un grief contestant la décision qu'a prise Postes Canada d'augmenter le taux de cotisations des employés, en alléguant qu'il s'agit d'une violation des conditions de la convention collective. La date de l'arbitrage du grief n'a pas été fixée.

De plus, certains syndicats ont officiellement demandé à ce que le BSIF prenne la place de Postes Canada à titre d'administrateur du Régime. Postes Canada a déposé des mémoires auprès du BSIF pour appuyer son maintien en tant qu'administratrice du Régime. À la demande du BSIF et dans l'attente de sa décision, Postes Canada, les syndicats et les autres représentants des participants au Régime travaillent en collaboration pour élaborer un cadre de communication et de consultation afin de traiter les points touchant les droits et les intérêts des participants au Régime.

Postes Canada, à titre de répondante du Régime, enregistre des ajustements de la réévaluation, après impôt, comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Pour le deuxième trimestre et pour les deux premiers trimestres de 2014, les pertes de réévaluation, après impôt, s'élèvent respectivement à 541 millions de dollars et à 1 080 millions de dollars pour le Régime. Le Régime subit les effets d'une grande volatilité en raison des fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres changements des hypothèses actuarielles.

6.6 Liquidités et ressources en capital

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada gère des capitaux composés des éléments suivants : prêts et emprunts, autres passifs (non courants) et capitaux du Canada. Cet aperçu du capital est utilisé par la direction et pourrait ne pas être comparable aux définitions utilisées par les autres organisations postales ou entreprises publiques. En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants : assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation des plans d'exploitation et stratégique; maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

Liquidités

Au cours du deuxième trimestre de 2014, les fonds accumulés et les marges de crédit accessibles immédiatement ont fourni les liquidités requises par le Groupe d'entreprises de Postes Canada pour soutenir ses obligations financières et financer ses exigences en matière de capital ainsi que ses exigences stratégiques. Le secteur Postes Canada détient 932 millions de dollars de placements liquides illimités au 28 juin 2014, et 100 millions de dollars de marges de crédit établies en vertu de son autorisation d'emprunt à court terme approuvée par le ministre des Finances.

En février 2014, le gouvernement du Canada a adopté un règlement qui accorde à Postes Canada un allègement la dispensant d'effectuer des paiements spéciaux au régime de retraite agréé pour la période de 2014 à 2017. Pendant la période d'allègement, Postes Canada travaille avec ses syndicats et d'autres représentants des participants afin de restructurer le Régime. La Société s'attend à reprendre les paiements spéciaux en 2018. Sans aucun allègement de la capitalisation du Régime, la Société aurait été tenue d'effectuer des paiements spéciaux d'environ 1,3 milliard de dollars en 2014. En outre, la Société a commencé à mettre en œuvre les initiatives énoncées dans le Plan d'action en cinq points pour régler la question de la viabilité opérationnelle et aider la Société à redevenir rentable. En comptant sur l'allègement temporaire et la mise en œuvre du Plan d'action, Postes Canada estime avoir assez de liquidités et une capacité d'emprunt autorisé suffisante pour soutenir ses activités pendant les 12 prochains mois au moins.

Les filiales de la Société disposent au total de 110 millions de dollars d'encaisse non affectée et des facilités de crédit disponibles se chiffrant à 141 millions de dollars au 28 juin 2014, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs activités pour les 12 prochains mois au moins.

1. Le déficit de solvabilité fondé sur la valeur du marché des actifs du Régime s'élève à 5,0 milliards de dollars.

Accès aux marchés financiers

En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, qui a reçu la sanction royale le 15 décembre 2009, les emprunts à un autre organisme que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars. Le montant global d'emprunt autorisé comprend une somme maximale de 100 millions de dollars au 28 juin 2014 pouvant être utilisée pour la gestion de la trésorerie sous la forme d'emprunts à court terme. De plus, conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, le secteur Postes Canada peut également emprunter jusqu'à 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada.

Au 28 juin 2014, les emprunts du secteur Postes Canada et ceux des filiales de la Société se chiffrent respectivement à 1 056 millions de dollars et à 64 millions de dollars. La section 6.6 – Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2013 donne des précisions sur les liquidités et l'accès aux marchés financiers.

Dividendes

Notre politique de dividende est expliquée à la section 6.6 – Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2013.

6.7 Risques liés aux instruments financiers

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada utilise un éventail d'instruments financiers pour mener à bien les activités résumées à la section 6.7 – Risques liés aux instruments financiers du Rapport de gestion annuel de 2013.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de voir fluctuer la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations de facteurs de marchés externes, comme les taux d'intérêt, les cours de change et les prix des marchandises. Au cours de la période de 26 semaines close le 28 juin 2014, le Groupe d'entreprises a poursuivi ses programmes de couvertures économiques visant à réduire son exposition aux risques liés aux soldes en monnaies étrangères et aux ventes libellées en droits de tirage spéciaux (DTS) prévues. Ces contrats à terme n'ont pas été désignés en tant qu'instruments de couverture aux fins de comptabilité. D'autres renseignements sur le risque de change sont donnés à la note 13 – Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités des périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 28 juin 2014. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de marché au cours du deuxième trimestre de 2014.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière dû à l'incapacité d'une contrepartie à respecter ses obligations contractuelles. Le risque de crédit provient des placements dans des sociétés et des institutions financières, ainsi que du crédit consenti aux clients grossistes et commerciaux, y compris les comptes débiteurs non réglés. Les ventes aux consommateurs sont réglées en argent comptant ou à l'aide de cartes de crédit reconnues. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de crédit au cours du deuxième trimestre de 2014.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court le Groupe d'entreprises de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le risque de liquidité est géré en constituant des réserves de suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant continuellement les flux de trésorerie prévus et réels et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de liquidité au cours du deuxième trimestre de 2014.

6.8 Obligations contractuelles et engagements

Les obligations contractuelles et les engagements sont expliqués à la section 6.8 – Obligations contractuelles et engagements du Rapport de gestion annuel de 2013. Aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait aux obligations contractuelles et aux engagements au cours du deuxième trimestre de 2014.

6.9 Transactions avec des parties liées

La Société exécute différentes transactions avec des parties liées, tant dans le cours normal de ses activités commerciales que dans le but d'appuyer les politiques publiques du gouvernement du Canada. Ces transactions ne diffèrent pas de façon importante de celles qui sont déclarées à la section 6.9 – Transactions avec des parties liées du Rapport de gestion annuel de 2013. D'autres renseignements sur les transactions avec des parties liées sont donnés à la note 12 – Transactions avec des parties liées afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités des périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 28 juin 2014.

6.10 Passifs éventuels

Les éléments du passif éventuel sont décrits à la note 9 – Passifs éventuels afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités des périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 28 juin 2014. Aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait aux passifs éventuels au cours du deuxième trimestre de 2014.

7 Évolution de la situation financière

Examen des changements importants en matière d'actifs et de passifs entre le 28 juin 2014 et le 31 décembre 2013

(en millions de dollars)

ACTIFS	28 juin 2014	31 déc. 2013	Écart	%	Explication
Trésorerie et équivalents de trésorerie	551	468	83	17,7	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital (page 10).
Titres négociables	491	570	(79)	(13,9)	L'écart est principalement attribuable à la réduction des titres à court terme du secteur Postes Canada.
Clients et autres débiteurs	766	779	(13)	(1,5)	Il n'y a aucun changement important.
Impôts à recevoir	10	6	4	57,9	L'écart est principalement attribuable à un remboursement prévu pour le secteur Purolator.
Autres actifs	117	92	25	26,9	L'écart est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses prépayées.
Total des actifs courants	1 935	1 915	20	1,0	
Immobilisations corporelles	2 657	2 707	(50)	(1,9)	L'écart est principalement attribuable au fait que l'amortissement dépasse les acquisitions pour le secteur Postes Canada.
Immobilisations incorporelles	122	129	(7)	(5,3)	L'écart est principalement attribuable à l'amortissement des biens logiciels dépassant les acquisitions.
Titres réservés	546	510	36	7,1	L'écart est principalement attribuable aux profits latents et aux produits d'intérêts.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	158	177	(19)	(10,7)	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles, en partie contrées par les paiements.
Actifs d'impôt différé	1 563	1 093	470	43,1	L'écart est principalement attribuable à l'augmentation des différences temporelles provenant des pertes de réévaluation comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour le Régime et les avantages postérieurs à l'emploi de Postes Canada.
Écart d'acquisition	130	130	0	0,0	Il n'y a aucun changement.
Autres actifs	7	6	1	12,4	Il n'y a aucun changement important.
Total des actifs non courants	5 183	4 752	431	9,1	
Total de l'actif	7 118	6 667	451	6,8	

(en millions de dollars)

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	28 juin 2014	31 déc. 2013	Écart	%	Explication
Fournisseurs et autres créditeurs	536	620	(84)	(13,6)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des fournisseurs, des biens reçus et des règlements internationaux pour le secteur Postes Canada.
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	563	580	(17)	(2,9)	Il n'y a aucun changement important.
Provisions	71	81	(10)	(11,7)	L'écart est principalement attribuable au règlement d'une obligation à l'expiration d'un contrat de location en 2013 et à une baisse dans d'autres provisions de la Société et provisions diverses pour le secteur Postes Canada.
Impôts à payer	8	1	7	378,8	L'écart est principalement attribuable à une obligation fiscale prévue pour le secteur Postes Canada.
Produits différés	116	145	(29)	(19,8)	L'écart est principalement attribuable à la réduction des produits différés au titre des produits philatéliques, en lien avec les majorations tarifaires de 2014.
Prêts et emprunts	20	23	(3)	(13,2)	Il n'y a aucun changement important.
Passifs au titre des autres avantages à long terme	71	71	0	0,0	Il n'y a aucun changement.
Total des passifs courants	1 385	1 521	(136)	(8,9)	
Prêts et emprunts	1 100	1 108	(8)	(0,7)	Il n'y a aucun changement important.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 348	4 382	1 966	44,9	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles du secteur Postes Canada.
Passifs d'impôt différé	3	3	(0)	(2,1)	Il n'y a aucun changement important.
Provisions	2	2	0	19,3	Il n'y a aucun changement important.
Autres passifs	16	16	(0)	(3,2)	Il n'y a aucun changement important.
Total des passifs non courants	7 469	5 511	1 958	35,5	
Total du passif	8 854	7 032	1 822	25,9	
Capitaux propres					
Capital d'apport	1 155	1 155	0	0,0	Il n'y a aucun changement.
Cumul des autres éléments du résultat global	37	18	19	110,0	L'écart est principalement attribuable aux profits latents nets sur les actifs financiers disponibles à la vente du secteur Postes Canada.
Déficit accumulé	(2 952)	(1 564)	(1 388)	(88,7)	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles nettes en raison de la réévaluation de l'actif et des prestations constituées.
Capitaux du Canada	(1 760)	(391)	(1 369)	(349,8)	
Participations ne donnant pas le contrôle	24	26	(2)	(10,1)	
Total des capitaux propres	(1 736)	(365)	(1 371)	(375,1)	
Total du passif et des capitaux propres	7 118	6 667	451	6,8	

8 Revue des activités opérationnelles

Examen détaillé de notre rendement financier

8.1 Résumé des résultats trimestriels

Résultats consolidés par trimestre

Le tableau suivant illustre les résultats consolidés du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. Les volumes ont toujours varié au cours d'un même exercice, les pics de demande de services ayant lieu pendant la période des Fêtes au cours du quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement au cours des trimestres qui suivent, les creux se produisant pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme en raison de ces changements de la demande relative à ses services.

(en millions de dollars)	T2 de 2014	T1 de 2014	T4 de 2013	T3 de 2013	T2 de 2013	T1 de 2013	T4 de 2012 ¹	T3 de 2012 ¹
Produits opérationnels	2 007	1 868	2 045	1 752	1 862	1 904	1 991	1 745
Charges opérationnelles	1 911	1 896	2 005	1 862	1 934	1 955	1 802	1 889
Résultat opérationnel	96	(28)	40	(110)	(72)	(51)	189	(144)
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(10)	(9)	36	1	(4)	102	(1)	(1)
Résultat avant impôt	86	(37)	76	(109)	(76)	51	188	(145)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	19	(9)	17	(36)	(26)	16	53	(42)
Résultat net	67	(28)	59	(73)	(50)	35	135	(103)

1. Les montants pour l'exercice 2012 ont été retraités à la suite de l'adoption de normes comptables nouvelles ou modifiées. Plus de précisions sont données à la note 4 – Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

8.2 Résultats opérationnels consolidés

Résultats consolidés pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2014

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%
Produits opérationnels	2 007	1 862	145	9,5 ¹	3 875	3 766	109	3,7 ¹
Charges opérationnelles	1 911	1 934	(23)	(1,2)	3 807	3 889	(82)	(2,1)
Résultat opérationnel	96	(72)	168	-	68	(123)	191	-
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(10)	(4)	(6)	(108,0)	(19)	98	(117)	-
Résultat avant impôt	86	(76)	162	-	49	(25)	74	-
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	19	(26)	45	-	10	(10)	20	-
Résultat net	67	(50)	117	-	39	(15)	54	-
Autres éléments du résultat global	(686)	1 099	(1 785)	-	(1 410)	1 377	(2 787)	-
Résultat global	(619)	1 049	(1 668)	-	(1 371)	1 362	(2 733)	-

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat avant impôt de 86 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2014, par rapport à un résultat avant impôt de -76 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2013. Pour les deux premiers trimestres de 2014, le résultat avant impôt se chiffre à 49 millions de dollars, soit une augmentation de 74 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2013. L'amélioration des résultats avant impôt en 2014 est principalement attribuable au secteur Postes Canada. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

Produits opérationnels consolidés

Pour le deuxième trimestre de 2014, les produits opérationnels ont augmenté de 145 millions de dollars, soit 9,5 %, comparativement au trimestre correspondant de 2013. Pour les deux premiers trimestres de 2014, les produits opérationnels ont augmenté de 109 millions de dollars, soit 3,7 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Dans l'ensemble, les améliorations des produits sont principalement attribuables aux augmentations provenant des secteurs d'activité Courrier transactionnel et Colis de Postes Canada. Les détails des produits opérationnels sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

Charges opérationnelles consolidées

Les charges opérationnelles ont baissé de 23 millions de dollars, soit 1,2 %, au cours du deuxième trimestre de 2014 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les deux premiers trimestres de 2014, elles ont diminué de 82 millions de dollars, soit 2,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la baisse des coûts des avantages du personnel pour le secteur Postes Canada. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

Produits (charges) consolidés liés aux activités d'investissement et de financement

Les charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement ont augmenté de 6 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013. Pour les deux premiers trimestres de 2014, elles s'élèvent à 19 millions de dollars, comparativement aux produits de 98 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Le changement découle principalement de la vente de l'Établissement de traitement du courrier de Vancouver en janvier 2013, qui a généré des gains de 109 millions de dollars.

Charge (produit) d'impôt sur le résultat consolidé

La charge d'impôt sur le résultat consolidé pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2014 a augmenté respectivement de 45 millions de dollars et de 20 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable aux résultats supérieurs enregistrés par l'ensemble du Groupe d'entreprises.

Autres éléments du résultat global consolidé

Les autres éléments du résultat global consolidé se chiffrent à -686 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014 et à -1 410 millions de dollars pour les deux premiers trimestres de 2014, principalement en raison des pertes de réévaluation pour les régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi. L'instabilité due aux fluctuations des rendements des placements des régimes de retraite et aux changements apportés aux taux d'actualisation utilisés pour mesurer ces régimes continue d'avoir des répercussions importantes sur les autres éléments du résultat global du Groupe d'entreprises.

8.3 Résultats opérationnels par secteur

Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%
Postes Canada	53	(104)	157	–	26	(36)	62	–
Purolator	27	25	2	12,4	16	13	3	26,4
Logistique	4	2	2	124,8	6	3	3	93,0
Innovaposte	0	(0)	0	–	0	0	(0)	–
Éléments intersectoriels et consolidés	2	1	1	1,9	1	(5)	6	–
Groupe d'entreprises de Postes Canada	86	(76)	162	–	49	(25)	74	–

Les détails des résultats opérationnels sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

8.4 Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada a enregistré un résultat avant impôt de 53 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2014, par rapport à un résultat avant impôt de -104 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2013. L'amélioration des résultats avant impôt au deuxième trimestre est principalement attribuable aux mesures tarifaires du service Poste-lettres^{MC} du régime intérieur, à la croissance des revenus liés aux colis et à la réduction des coûts liés aux avantages postérieurs à l'emploi. Après les deux premiers trimestres de 2014, le résultat avant impôt s'élève à 26 millions de dollars, soit une amélioration de 62 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2013. Cette amélioration est principalement attribuable aux mesures tarifaires du service Poste-lettres, à la croissance des revenus liés aux colis, à la réduction des coûts liés aux avantages postérieurs à l'emploi et aux gains de productivité, ce qui est en partie contré par une augmentation des dépenses de programme et par la vente de l'Établissement de traitement du courrier de Vancouver en janvier 2013, vente qui a généré des gains de 109 millions de dollars.

Résultats de Postes Canada pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2014

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%
Produits opérationnels	1 559	1 435	124	10,4 ¹	3 027	2 948	79	3,5 ¹
Charges opérationnelles	1 497	1 535	(38)	(2,4)	2 983	3 089	(106)	(3,4)
Résultat opérationnel	62	(100)	162	-	44	(141)	185	-
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(9)	(4)	(5)	(109,7)	(18)	105	(123)	-
Résultat avant impôt	53	(104)	157	-	26	(36)	62	-
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	11	(33)	44	-	3	(14)	17	-
Résultat net	42	(71)	113	-	23	(22)	45	-

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Produits opérationnels

Les produits opérationnels de Postes Canada pour le deuxième trimestre de 2014 se chiffrent à 1 559 millions de dollars, soit une hausse de 124 millions de dollars ou de 10,4 % par rapport au trimestre correspondant de 2013. Pour les deux premiers trimestres de 2014, Postes Canada a généré des produits de 3 027 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 79 millions de dollars ou de 3,5 % par rapport à la période correspondante de 2013. Dans l'ensemble, cette augmentation est attribuable à des tarifs plus élevés mis en place dans le cadre d'une nouvelle structure de tarification progressive pour les envois Poste-lettres, à l'évolution des tendances d'achat depuis la réémission du timbre Permanent^{MC}, aux répercussions positives des élections provinciales tenues en Ontario et au Québec au cours du deuxième trimestre de 2014, ainsi qu'à la croissance continue des revenus liés aux colis.

Produits trimestriels selon le secteur d'activité

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	% ¹	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	% ¹
Courrier transactionnel	823	732	91	14,3	1 600	1 559	41	3,5
Marketing direct	308	310	(2)	0,7	595	612	(17)	(2,1)
Colis	353	322	31	11,3	694	640	54	9,2
Autres produits	75	71	4	7,7	138	137	1	1,9
Total	1 559	1 435	124	10,4	3 027	2 948	79	3,5

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Courrier transactionnel

Les produits générés par le secteur d'activité Courrier transactionnel pour le deuxième trimestre de 2014, lesquels se chiffrent à 823 millions de dollars, englobent les trois catégories de produits suivantes : Poste-lettres du régime intérieur (749 millions de dollars), Poste aux lettres de départ (37 millions de dollars) et Poste aux lettres d'arrivée (37 millions de dollars).

Au cours du deuxième trimestre de 2014, les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté de 91 millions de dollars, soit 14,3 %, tandis que les volumes ont chuté de 38 millions d'articles, soit 2,3 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les volumes ont continué de diminuer au deuxième trimestre en raison de l'érosion du volume découlant de l'adoption de solutions de rechange. Cependant, l'érosion a été moindre que celle qui avait été prévue en raison de l'incidence positive des élections provinciales en Ontario et au Québec, ainsi que de l'évolution des tendances d'achat depuis la réémission du timbre Permanent^{MC}. Ces facteurs ainsi que les majorations tarifaires, introduites dans le cadre de la nouvelle structure de tarification progressive pour les envois Poste-lettres, laquelle est entrée en vigueur le 31 mars 2014, ont mené à la hausse des revenus. En ce qui concerne le service Poste-Lettres du régime intérieur, soit la catégorie la plus importante, les produits ont augmenté de 89 millions de dollars, soit 15,2 %, et les volumes ont diminué de 33 millions d'articles, soit 2,1 %, au deuxième trimestre de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013. La demande en services postaux, tant sur le plan résidentiel que commercial, continue à baisser, compte tenu des nombreuses solutions crédibles pour remplacer les communications sur papier, de la mise en œuvre d'initiatives établies par certains de nos plus grands clients, surtout dans les secteurs des services bancaires et des télécommunications, visant à imposer des frais pour les documents papier, ainsi que de l'environnement hautement concurrentiel.

Au cours des deux premiers trimestres de 2014, les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté de 41 millions de dollars, soit 3,5 %, tandis que les volumes ont chuté de 117 millions d'articles, soit 4,7 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les augmentations de revenus sont principalement attribuables à la nouvelle structure de tarification progressive introduite dans le cadre du Plan d'action en cinq points et de l'évolution des tendances d'achats depuis la réémission du timbre Permanent, tandis que les baisses de volumes s'expliquent en grande partie par le fait que les clients continuent à délaisser les communications sur papier.

Marketing direct

Les produits générés par le secteur d'activité Marketing direct au cours du deuxième trimestre de 2014, lesquels se chiffrent à 308 millions de dollars, englobent les quatre catégories suivantes : Médiaposte avec adresse^{MC} (137 millions de dollars), Médiaposte sans adresse^{MC} (110 millions de dollars), Poste-publications^{MC} (55 millions de dollars) et Correspondance-réponse d'affaires^{MC} et autre courrier (6 millions de dollars).

Les produits du secteur Marketing direct ont augmenté légèrement (0,7 % après rajustement en fonction des jours commerciaux) pour le deuxième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013. Les volumes ont augmenté de 4 millions d'articles, soit 2,0 %, au cours du deuxième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la demande liée au service Médiaposte sans adresse, en partie contrée par une chute des volumes des services Médiaposte avec adresse et Poste-publications. La croissance enregistrée par le service Médiaposte sans adresse est attribuable aux contrats à volumes moyens et élevés, mais à un revenu moyen par envoi plus faible, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits et des volumes du service Médiaposte avec adresse est attribuable en partie à une baisse de demande des clients commerciaux, notamment dans les secteurs de la vente au détail, des services financiers et des services bancaires, qui ont réduit leurs dépenses de marketing ou ont redirigé une partie de ces dépenses vers d'autres produits ou médias moins chers. Les produits et les volumes du service Poste-publications continuent à baisser vu la popularité croissante des solutions de rechange numériques.

Au cours des deux premiers trimestres en 2014, les produits du secteur d'activité Marketing direct ont diminué de 17 millions de dollars, soit 2,1 %, et les volumes ont chuté de plus de 34 millions d'articles, soit 0,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits et des volumes pour le service Médiaposte sans adresse n'était pas suffisante pour compenser les déclinés des services Médiaposte avec adresse et Poste-publications. Les chutes, dans l'ensemble, sont principalement attribuables à une baisse de la demande dans les secteurs des télécommunications, des services bancaires et des services financiers, puisque certains clients commerciaux ont réduit leurs dépenses globales de marketing ou ont redirigé certaines de leurs activités de marketing vers d'autres produits ou médias.

Colis

Les produits générés par le secteur d'activité Colis pour le deuxième trimestre de 2014, lesquels se chiffrent à 353 millions de dollars, englobent les quatre catégories de produits suivantes : colis du régime intérieur (247 millions de dollars), colis de départ (50 millions de dollars), colis d'arrivée (51 millions de dollars) et autres (5 millions de dollars).

Les produits du secteur d'activité Colis ont connu une augmentation de 31 millions de dollars, soit 11,3 %, et les volumes ont augmenté de près de 2 millions d'articles, soit 6,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En ce qui concerne les colis du régime intérieur, soit la catégorie la plus importante, les résultats sont demeurés positifs avec une augmentation des revenus de 21 millions de dollars, soit 10,9 %, et une croissance des volumes d'environ 2 millions d'articles, soit 9,7 %.

Au cours des deux premiers trimestres de 2014, les produits du secteur d'activité Colis ont connu une augmentation de 54 millions de dollars, soit 9,2 %, et les volumes ont augmenté de plus de 1 million d'articles, soit 2,5 %, par rapport à la période correspondante de 2013. En ce qui concerne les colis du régime intérieur, les produits se sont accrus de 35 millions de dollars, soit 8,4 %, et les volumes ont augmenté de plus de 3 millions d'articles, soit 7,3 %, pour les deux premiers trimestres de 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La croissance globale des produits reflète la force du marché des commandes du cybercommerce dans le segment entreprise à consommateur qui évolue rapidement, car les clients continuent de commander de plus en plus de produits en ligne. L'augmentation des revenus témoigne également de l'évolution de la gamme de produits, notamment la croissance du service Paquet repérable^{MC} lancé en 2013, qui ont contribué à améliorer le revenu moyen par envoi. De plus, l'évolution des tendances d'expédition de certains clients importants aux États-Unis a mené à une augmentation des volumes de colis du régime intérieur et à une baisse des volumes de courrier d'arrivée provenant des États-Unis.

Autres produits

Les autres produits se chiffrent à 75 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, soit une hausse de 4 millions de dollars ou de 7,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À la fin des deux trimestres de 2014, les produits ont augmenté de 1 million de dollars, soit 1,9 %, par rapport à la période correspondante de 2013. L'augmentation des produits découle principalement d'une hausse des revenus du service de réexpédition du courrier, en partie contrée par des revenus plus faibles liés aux produits de consommation.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles du secteur Postes Canada se sont chiffrées à 1 497 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2014; il s'agit d'une diminution de 38 millions de dollars, soit 2,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après les deux premiers trimestres de 2014, les charges opérationnelles s'élèvent à 2 983 millions de dollars, soit une baisse de 106 millions de dollars ou de 3,4 % par rapport à la période correspondante de 2013.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%
Main-d'œuvre	764	774	(10)	(1,3)	1 522	1 553	(31)	(2,0)
Avantages du personnel	273	331	(58)	(17,3)	548	661	(113)	(17,1)
Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 037	1 105	(68)	(6,1)	2 070	2 214	(144)	(6,5)
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	194	191	3	1,9	402	400	2	0,5
Immobilier, installations et entretien	60	64	(4)	(6,5)	127	127	0	0,4
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	137	114	23	20,0	250	221	29	13,1
Total des autres charges opérationnelles	391	369	22	6,1	779	748	31	4,2
Amortissement	69	61	8	12,8	134	127	7	5,5
Total	1 497	1 535	(38)	(2,4)	2 983	3 089	(106)	(3,4)

Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre ont baissé de 10 millions de dollars, soit 1,3 %, pour le deuxième trimestre de 2014, et de 31 millions de dollars, soit 2 %, pour les deux premiers trimestres de 2014, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces baisses sont principalement attribuables aux améliorations de la productivité et au nombre inférieur (une journée de moins) de journées payées au cours des deux premiers trimestres de 2014, partiellement contrés par les augmentations salariales annuelles habituelles.

Avantages du personnel

Les charges au titre des avantages du personnel ont baissé de 58 millions de dollars, soit 17,3 %, pour le deuxième trimestre de 2014 et de 113 millions de dollars, soit 17,1 %, pour les deux premiers trimestres de 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Ces diminutions n'ayant aucun effet sur la trésorerie sont attribuables aux répercussions bénéfiques des rendements solides des actifs du régime de retraite en 2013 et à une augmentation des taux d'actualisation utilisés pour calculer les coûts des régimes d'avantages du personnel en 2014.

Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre

Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison offerts en sous-traitance ont augmenté de 3 millions de dollars, soit 1,9 %, au cours du deuxième trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013, ce qui est principalement attribuable à la hausse des coûts liés aux règlements internationaux. Au cours des deux premiers trimestres de 2014, ces charges ont augmenté de 2 millions de dollars, soit 0,5 %, par rapport à la période correspondante de 2013, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des dépenses liées aux règlements internationaux, aux services automobiles et au transport, en partie contrée par une réduction des dépenses liées à la livraison du courrier dans les zones rurales et par le nombre inférieur (une journée de moins) de journées payées au cours des deux premiers trimestres de 2014.

Immobilier, installations et entretien

Les charges liées aux installations ont baissé de 4 millions de dollars, soit 6,5 %, pour le deuxième trimestre de 2014 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une provision en matière d'annulation d'un bail immobilier en 2013. Pour les deux premiers trimestres de 2014, les charges liées aux installations sont demeurées stables par rapport à la période correspondante de 2013, principalement en raison des hausses des coûts des services publics, de l'entretien et des réparations, ce qui est contré par la provision en 2013.

Frais de vente, frais administratifs et autres coûts

Les frais de vente, frais administratifs et autres coûts ont augmenté de 23 millions de dollars, soit 20 %, pour le deuxième trimestre de 2014 et de 29 millions de dollars, soit 13,1 %, pour les deux premiers trimestres de 2014, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations découlent principalement d'une hausse des dépenses de programme en lien avec la mise en œuvre du Plan d'action en cinq points et de la transformation des TI.

Amortissement

Les charges liées à l'amortissement pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2014 ont augmenté respectivement de 8 millions de dollars et de 7 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les augmentations sont principalement attribuables à une modification des estimations comptables pour le matériel de sécurité afin de réduire la période d'amortissement pour cet actif, passant de 20 ans à 7 ans. Ce changement a été apporté pour mieux refléter la durée de vie utile de cet actif en raison des avancées technologiques réalisées au cours des dernières années.

8.5 Secteur Purolator

Le secteur Purolator a généré un résultat net de 20 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2014, ce qui représente une amélioration de 2 millions de dollars, soit 13,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les deux premiers trimestres de 2014, le résultat net du secteur s'est chiffré à 11 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 2 millions de dollars, soit 23,2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Résultats de Purolator pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2014

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%
Produits opérationnels	427	412	15	5,3 ¹	813	791	22	3,5 ¹
Charges opérationnelles	399	387	12	3,0	796	777	19	2,3
Résultat opérationnel	28	25	3	13,9	17	14	3	22,5
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(1)	(0)	(1)	(124,7)	(1)	(1)	0	21,7
Résultat avant impôt	27	25	2	12,4	16	13	3	26,4
Charge d'impôt sur le résultat	7	7	0	10,0	5	4	1	34,1
Résultat net	20	18	2	13,4	11	9	2	23,2

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Produits opérationnels

Purolator a généré des produits opérationnels de 427 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2014, ce qui représente une hausse de 15 millions de dollars, soit 5,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les deux premiers trimestres de 2014, les produits générés se chiffrent à 813 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 22 millions de dollars, soit 3,5 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les augmentations sont principalement attribuables à l'amélioration des rendements et à des volumes légèrement accrus.

Charges opérationnelles

Charges totales liées à la main-d'œuvre

Les charges totales liées à la main-d'œuvre se chiffrent à 187 millions de dollars au deuxième trimestre et à 375 millions de dollars après les deux premiers trimestres de 2014. Les hausses de 3 millions de dollars, soit 1,8 %, au cours du deuxième trimestre, et de 8 millions de dollars, soit 2,3 %, au cours des deux premiers trimestres, par rapport aux périodes correspondantes de 2013, sont attribuables aux majorations tarifaires annuelles et aux volumes légèrement accrus.

Charges totales non liées à la main-d'œuvre

Les charges totales non liées à la main-d'œuvre se chiffrent à 212 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, soit une augmentation de 9 millions de dollars ou de 4,0 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les deux premiers trimestres de 2014, elles se chiffrent à 421 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 11 millions de dollars, soit 2,4 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les hausses sont principalement attribuables au coût du carburant et aux dépenses de TI.

8.6 Secteur Logistique

Le secteur Logistique comporte les résultats financiers de SCI. La contribution du secteur Logistique au résultat net consolidé au cours du deuxième trimestre de 2014 s'est élevée à 3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 1 million de dollars ou de 125,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les deux premiers trimestres de 2014, le résultat net du secteur Logistique s'est chiffré à 4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 1 million de dollars, soit 76,4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Résultats du secteur Logistique pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2014

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%	28 juin 2014	29 juin 2013	Écart	%
Produits opérationnels	52	43	9	22,6 ¹	97	85	12	14,7 ¹
Charges opérationnelles	48	41	7	16,2	91	82	9	11,7
Résultat opérationnel	4	2	2	122,7	6	3	3	93,0
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	0	(0)	0	–	(0)	(0)	(0)	–
Résultat avant impôt	4	2	2	124,8	6	3	3	93,0
Charge d'impôt sur le résultat	1	0	1	122,1	2	0	2	164,5
Résultat net	3	2	1	125,8	4	3	1	76,4

1. Ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Produits opérationnels

SCI a généré des produits opérationnels de 52 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2014, ce qui représente une hausse de 9 millions de dollars, soit 22,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les deux premiers trimestres de 2014, les produits générés se chiffrent à 97 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 12 millions de dollars, soit 14,7 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Les augmentations sont principalement attribuables à la croissance des volumes provenant des clients actuels et des nouveaux services.

Charges opérationnelles

Charges totales liées à la main-d'œuvre

Les charges totales liées à la main-d'œuvre se chiffrent à 21 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, soit une augmentation de 5 millions de dollars ou de 31,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les deux premiers trimestres de 2014, elles se chiffrent à 41 millions de dollars, soit une augmentation de 6 millions de dollars ou de 19 % par rapport à 2013. Les augmentations sont principalement attribuables à une croissance des volumes et des nouvelles activités.

Charges totales non liées à la main-d'œuvre

Les charges totales non liées à la main-d'œuvre se chiffrent à 27 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, soit une augmentation de 2 millions de dollars ou de 5,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les deux premiers trimestres de 2014, elles se chiffrent à 50 millions de dollars, soit une augmentation de 3 millions de dollars ou de 6,3 % par rapport à 2013. Les augmentations sont principalement attribuables à la croissance des volumes provenant des clients existants et des nouveaux services.

8.7 Secteur Innovaposte

La quasi-totalité des services du secteur Innovaposte sont fournis au Groupe d'entreprises de Postes Canada. Les résultats d'Innovaposte sont consolidés et ses produits de 121 millions de dollars pour les deux premiers trimestres sont éliminés par les charges opérationnelles des autres secteurs à la consolidation des états.

9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables

Examen des estimations comptables critiques et des faits nouveaux concernant les conventions comptables en 2014 et dans les exercices ultérieurs

9.1 Estimations comptables critiques et incertitude relative aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses conjuguées aux résultats réels entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. D'autres renseignements sur les estimations comptables critiques sont donnés dans le Rapport de gestion annuel de 2013 et à la note 3 – Estimations et jugements comptables critiques afférente aux états financiers consolidés de 2013, qui figurent tous deux dans le *Rapport annuel 2013 de la Société canadienne des postes*.

9.2 Prises de position en comptabilité

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

Ni l'International Accounting Standards Board (IASB) ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire dans le rapport financier du deuxième trimestre de 2014 de la Société.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Les normes, modifications et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRS Interpretations Committee qui, de l'avis de la Société, pourraient avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises sont énumérées ci-après. Le Groupe d'entreprises évalue actuellement l'incidence de ces modifications, le cas échéant, sur ses états financiers consolidés.

Modification ou interprétation	S'applique aux exercices ouverts à compter du
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012	1 ^{er} juillet 2014
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2011-2013	1 ^{er} juillet 2014
Modifications de l'IAS 19 – Régime à prestations définies : cotisations des membres du personnel	1 ^{er} juillet 2014
Modifications de l'IFRS 11, <i>Partenariats</i> – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune	1 ^{er} janvier 2016
IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>	1 ^{er} janvier 2017
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	1 ^{er} janvier 2018

L'IASB a publié les normes et modifications suivantes au cours du deuxième trimestre :

Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune* • En mai 2014, l'IASB a publié des modifications afin de fournir des lignes directrices concernant la comptabilisation des acquisitions de participations dans des entreprises communes dont l'activité constitue une entreprise. En vertu des modifications, l'acquéreur d'une participation dans une entreprise commune dont l'activité constitue une entreprise au sens de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), doit appliquer tous les principes visant la comptabilisation des regroupements d'entreprises énoncés dans l'IFRS 3 et les autres normes IFRS, exception faite des principes contraires aux lignes directrices fournies dans l'IFRS 11, et présenter l'information requise par l'IFRS 3 et les autres normes IFRS à l'égard des regroupements d'entreprises. Les modifications doivent être appliquées prospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (IFRS 15) • En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, qui fournit un cadre remplaçant les lignes directrices existantes sur la comptabilisation des produits contenues dans les IFRS. La norme contient un seul modèle visant les contrats avec les clients et deux approches de comptabilisation des produits, soit à une date donnée dans le temps ou de manière continue. Le modèle comporte une analyse en cinq étapes des transactions, en fonction des contrats, afin de déterminer si des produits doivent être comptabilisés, le montant concerné et le moment de la comptabilisation. La norme établit de nouvelles estimations et des seuils relatifs au jugement qui pourraient se répercuter sur le montant et la date de comptabilisation des produits. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 selon l'une des méthodes suivantes : une application rétrospective ou une application rétrospective modifiée où l'incidence cumulative de l'application initiale de la norme est prise en compte à titre d'ajustement des capitaux propres d'ouverture à la date d'application initiale. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9) • En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, rassemblant les phases de classement et d'évaluation, de perte de valeur et de comptabilité de couverture du projet afin de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le président-directeur général,



Le chef des finances,



Le 21 août 2014

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux (non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	28 juin 2014	31 décembre 2013
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		551 \$	468 \$
Titres négociables		491	570
Clients et autres débiteurs		766	779
Impôts à recevoir		10	6
Autres actifs	4	117	92
Total des actifs courants		1 935	1 915
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	5	2 657	2 707
Immobilisations incorporelles	5	122	129
Titres réservés		546	510
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	6	158	177
Actifs d'impôt différé		1 563	1 093
Écart d'acquisition		130	130
Autres actifs		7	6
Total des actifs non courants		5 183	4 752
Total de l'actif		7 118 \$	6 667 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		536 \$	620 \$
Salaires et avantages à payer et provisions connexes		563	580
Provisions		71	81
Impôts à payer		8	1
Produits différés		116	145
Prêts et emprunts		20	23
Passifs au titre des autres avantages à long terme	6	71	71
Total des passifs courants		1 385	1 521
Passifs non courants			
Prêts et emprunts		1 100	1 108
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	6 348	4 382
Passifs d'impôt différé		3	3
Provisions		2	2
Autres passifs		16	16
Total des passifs non courants		7 469	5 511
Total du passif		8 854	7 032
Capitaux propres			
Capital d'apport		1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global		37	18
Déficit accumulé		(2 952)	(1 564)
Capitaux du Canada		(1 760)	(391)
Participations ne donnant pas le contrôle		24	26
Total des capitaux propres		(1 736)	(365)
Total du passif et des capitaux propres		7 118 \$	6 667 \$
Passifs éventuels	9		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Périodes de		13 semaines closes les		26 semaines closes les	
(non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	28 juin 2014	29 juin 2013	28 juin 2014	29 juin 2013
Produits opérationnels		2 007 \$	1 862 \$	3 875 \$	3 766 \$
Charges opérationnelles					
Main-d'œuvre		953	951	1 893	1 907
Avantages du personnel, incluant les (profits) pertes résultant de modifications de régimes	6	316	376	640	753
		1 269	1 327	2 533	2 660
Autres charges opérationnelles	10	557	531	1 110	1 073
Amortissement	5	85	76	164	156
Total des charges opérationnelles		1 911	1 934	3 807	3 889
Résultat opérationnel		96	(72)	68	(123)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement					
Produits de placement et autres produits	11	4	7	8	121
Charges financières et autres charges	11	(14)	(11)	(27)	(23)
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement		(10)	(4)	(19)	98
Résultat avant impôt		86	(76)	49	(25)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7	19	(26)	10	(10)
Résultat net		67 \$	(50) \$	39 \$	(15) \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Réévaluations au titre des régimes à prestations définies, après impôt	8	(692) \$	1 120 \$	(1 429) \$	1 401 \$
Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net					
Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente, après impôt	8	6	(21)	19	(24)
Autres éléments du résultat global		(686)	1 099	(1 410)	1 377
Résultat global		(619) \$	1 049 \$	(1 371) \$	1 362 \$
Résultat net attribuable au (aux) :					
Gouvernement du Canada		65 \$	(52) \$	38 \$	(16) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2	2	1	1
		67 \$	(50) \$	39 \$	(15) \$
Résultat global attribuable au (aux) :					
Gouvernement du Canada		(620) \$	1 045 \$	(1 369) \$	1 359 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1	4	(2)	3
		(619) \$	1 049 \$	(1 371) \$	1 362 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Période de 13 semaines close le 28 juin 2014 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 29 mars 2014	1 155 \$	31 \$	(2 326) \$	(1 140) \$	23 \$	(1 117) \$
Résultat net	-	-	65	65	2	67
Autres éléments du résultat global	-	6	(691)	(685)	(1)	(686)
Résultat global	-	6	(626)	(620)	1	(619)
Solde au 28 juin 2014	1 155 \$	37 \$	(2 952) \$	(1 760) \$	24 \$	(1 736) \$

Période de 13 semaines close le 29 juin 2013 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 30 mars 2013	1 155 \$	49 \$	(3 523) \$	(2 319) \$	18 \$	(2 301) \$
Résultat net	-	-	(52)	(52)	2	(50)
Autres éléments du résultat global	-	(21)	1 118	1 097	2	1 099
Résultat global	-	(21)	1 066	1 045	4	1 049
Solde au 29 juin 2013	1 155 \$	28 \$	(2 457) \$	(1 274) \$	22 \$	(1 252) \$

Période de 26 semaines close le 28 juin 2014 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2013	1 155 \$	18 \$	(1 564) \$	(391) \$	26 \$	(365) \$
Résultat net	-	-	38	38	1	39
Autres éléments du résultat global	-	19	(1 426)	(1 407)	(3)	(1 410)
Résultat global	-	19	(1 388)	(1 369)	(2)	(1 371)
Solde au 28 juin 2014	1 155 \$	37 \$	(2 952) \$	(1 760) \$	24 \$	(1 736) \$

Période de 26 semaines close le 29 juin 2013 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012	1 155 \$	52 \$	(3 840) \$	(2 633) \$	19 \$	(2 614) \$
Résultat net	-	-	(16)	(16)	1	(15)
Autres éléments du résultat global	-	(24)	1 399	1 375	2	1 377
Résultat global	-	(24)	1 383	1 359	3	1 362
Solde au 29 juin 2013	1 155 \$	28 \$	(2 457) \$	(1 274) \$	22 \$	(1 252) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les		
	Notes	28 juin 2014	29 juin 2013	28 juin 2014	29 juin 2013
(non audité – en millions de dollars canadiens)					
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat net		67 \$	(50) \$	39 \$	(15) \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :					
Amortissement	5	85	76	164	156
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	172	230	345	457
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	(136)	(160)	(267)	(306)
Profit sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	11	(1)	(4)	(1)	(115)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7	19	(26)	10	(10)
Charges d'intérêts nettes	11	9	8	17	15
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles :					
Diminution des clients et autres débiteurs		17	10	13	12
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs		26	28	(84)	(6)
(Diminution) augmentation des salaires et avantages à payer et provisions connexes		(19)	3	(17)	(73)
(Diminution) augmentation des provisions		(16)	(1)	(9)	4
Augmentation nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles		(22)	(23)	(54)	(42)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net		(5)	(6)	(11)	(14)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant intérêts et impôt		196	85	145	63
Intérêts perçus		12	12	17	17
Intérêts payés		–	(1)	(25)	(26)
Impôts payés		(3)	(1)	(6)	(1)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		205	95	131	53
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de titres		(283)	(284)	(505)	(553)
Produit de la vente de titres		304	270	574	606
Acquisition d'immobilisations		(64)	(83)	(106)	(157)
Produit de la vente d'immobilisations		1	4	1	157
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement		(42)	(93)	(36)	53
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Paiements au titre des obligations liées à des contrats de location-financement		(6)	(3)	(12)	(8)
Autres activités de financement, montant net		–	(1)	–	(1)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(6)	(4)	(12)	(9)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		157	(2)	83	97
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		394	397	468	298
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		551 \$	395 \$	551 \$	395 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 28 juin 2014
(non audités – en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes (la Loi)*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de distribution de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays et entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, selon la *Loi*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi* donne à la Société le privilège exclusif (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres et de leur livraison aux destinataires au Canada. Les autres secteurs d'activité qui ne sont pas couverts par le privilège exclusif sont les secteurs Colis et Marketing direct.

En décembre 2006, la Société a reçu des instructions en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à savoir rétablir et conserver son service de livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins qu'elle desservait le 1^{er} septembre 2005, tout en respectant les lois applicables. La Société a terminé, à la fin de 2013, l'évaluation des risques pour la sécurité que posait la livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins. Les mesures correctives nécessaires ont été mises en œuvre tout au long de l'évaluation.

En décembre 2013, la Société a reçu une ordonnance en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'enjoignant de faire approuver ses mandats de négociation par le Conseil du trésor relativement aux conventions collectives qui viennent à échéance en 2014 ou par la suite avant d'établir les conditions de travail de ses employés non syndiqués qui ne sont pas nommés par le gouverneur en conseil.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a établi ses états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les états financiers consolidés intermédiaires résumés ne présentent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées qui étaient en vigueur à la date de clôture. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés et en a autorisé la publication le 21 août 2014.

Règles de présentation • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à l'exception des cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les montants sont présentés en millions, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Principales méthodes comptables • Les principales méthodes comptables utilisées pour les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, des modifications et des interprétations entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2014, dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés de la période de 13 semaines close le 29 mars 2014. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales : Purolator Holdings Ltd. (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte). La Société, Purolator, SCI et Innovaposte sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations • L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers consolidés intermédiaires résumés et dans les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

Ni l'International Accounting Standards Board (IASB) ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire au cours du deuxième trimestre.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Il a été déterminé que les normes et les modifications suivantes publiées par l'IASB au cours du deuxième trimestre pouvaient avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises, lequel détermine l'incidence, le cas échéant, des normes et des modifications sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (IFRS 15) • En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, qui fournit un cadre remplaçant les lignes directrices existantes sur la comptabilisation des produits contenues dans les IFRS. La norme contient un seul modèle visant les contrats avec les clients et deux approches de comptabilisation des produits, soit à une date donnée dans le temps ou de manière continue. Le modèle comporte une analyse en cinq étapes des transactions, en fonction des contrats, afin de déterminer si des produits doivent être comptabilisés, le montant concerné et le moment de la comptabilisation. La norme établit de nouvelles estimations et des seuils relatifs au jugement qui pourraient se répercuter sur le montant et la date de comptabilisation des produits. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 selon l'une des méthodes suivantes : une application rétrospective ou une application rétrospective modifiée où l'incidence cumulative de l'application initiale de la norme est prise en compte à titre d'ajustement des capitaux propres d'ouverture à la date d'application initiale. Une application anticipée est autorisée.

Modifications de l'IFRS 11, Partenariats – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune • En mai 2014, l'IASB a publié des modifications afin de fournir des lignes directrices concernant la comptabilisation des acquisitions de participations dans des entreprises communes dont l'activité constitue une entreprise. En vertu des modifications, l'acquéreur d'une participation dans une entreprise commune dont l'activité constitue une entreprise au sens de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), doit appliquer tous les principes visant la comptabilisation des regroupements d'entreprises énoncés dans l'IFRS 3 et les autres normes IFRS, exception faite des principes contraires aux lignes directrices fournies dans l'IFRS 11, et présenter l'information requise par l'IFRS 3 et les autres normes IFRS à l'égard des regroupements d'entreprises. Les modifications doivent être appliquées prospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 9, Instruments financiers (IFRS 9) • En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, rassemblant les phases de classement et d'évaluation, de perte de valeur et de comptabilité de couverture du projet afin de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.

4. Autres actifs

Aux	28 juin 2014	31 décembre 2013
Charges payées d'avance	106 \$	82 \$
Actifs détenus en vue de la vente	11	10
Total des autres actifs	117 \$	92 \$

Le Groupe d'entreprises a classé diverses propriétés, qui concernent en majeure partie le secteur Purolator, comme étant détenues en vue de la vente à la clôture du deuxième trimestre de 2014. Le produit de la vente de ces biens devrait permettre de recouvrer entièrement leur valeur comptable.

5. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Au coût ou au coût présumé									
Solde au 31 décembre 2013	309 \$	1 785 \$	269 \$	1 300 \$	433 \$	440 \$	892 \$	202 \$	5 630 \$
Entrées	–	21	1	30	12	10	13	3	90
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	–	(3)	–	–	–	–	–	–	(3)
Mises hors service	–	–	(2)	(4)	(3)	(1)	–	–	(10)
Transferts [virement correspondant à la note 5 b)]	–	135	1	11	3	3	–	(151)	2
Solde au 28 juin 2014	309 \$	1 938 \$	269 \$	1 337 \$	445 \$	452 \$	905 \$	54 \$	5 709 \$
Cumul des amortissements									
Solde au 31 décembre 2013	– \$	910 \$	195 \$	681 \$	225 \$	337 \$	575 \$	– \$	2 923 \$
Amortissement	–	31	8	40	21	23	18	–	141
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	–	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)
Mises hors service	–	–	(2)	(4)	(3)	(1)	–	–	(10)
Solde au 28 juin 2014	– \$	939 \$	201 \$	717 \$	243 \$	359 \$	593 \$	– \$	3 052 \$
Valeurs comptables									
31 décembre 2013	309 \$	875 \$	74 \$	619 \$	208 \$	103 \$	317 \$	202 \$	2 707 \$
28 juin 2014	309 \$	999 \$	68 \$	620 \$	202 \$	93 \$	312 \$	54 \$	2 657 \$

En 2014, les coûts d'emprunt incorporés au coût des actifs liés au Programme de transformation postale se chiffrent à 1 million de dollars (5 millions de dollars au 29 juin 2013), compte tenu de l'application d'un taux de capitalisation de 4,3 % (4,3 % au 29 juin 2013).

b) Immobilisations incorporelles

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de services et relations clients	Total
Au coût				
Solde au 31 décembre 2013	640 \$	33 \$	30 \$	703 \$
Entrées	12	6	–	18
Transferts [virement correspondant à la note 5 a)]	1	(3)	–	(2)
Solde au 28 juin 2014	653 \$	36 \$	30 \$	719 \$
Cumul des amortissements				
Solde au 31 décembre 2013	547 \$	1 \$	26 \$	574 \$
Amortissement	21	1	1	23
Solde au 28 juin 2014	568 \$	2 \$	27 \$	597 \$
Valeurs comptables				
31 décembre 2013	93 \$	32 \$	4 \$	129 \$
28 juin 2014	85 \$	34 \$	3 \$	122 \$

6. Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme

a) Passif net au titre des prestations définies

Le passif net au titre des prestations définies comptabilisé et présenté dans l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière se détaille comme suit :

Aux	28 juin 2014	31 décembre 2013
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	158 \$	177 \$
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	2 621 \$	1 090 \$
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 798	3 363
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 419 \$	4 453 \$
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	71 \$	71 \$
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 348 \$	4 382 \$

b) Coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies

Les composantes du coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies comptabilisées à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat global se détaillent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les	28 juin 2014			29 juin 2013		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	92 \$	26 \$	118 \$	117 \$	30 \$	147 \$
Coût financier	261	42	303	230	39	269
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(250)	–	(250)	(192)	–	(192)
Autres frais administratifs	4	–	4	4	–	4
Profit résultant de modifications de régimes	–	(5)	(5)	–	–	–
Charge au titre des prestations définies	107	63	170	159	69	228
Charge au titre des cotisations définies	2	–	2	2	–	2
Charge totale	109	63	172	161	69	230
Rendement des titres réservés	–	(5)	(5)	–	(5)	(5)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	109 \$	58 \$	167 \$	161 \$	64 \$	225 \$
Pertes (profits) de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(261) \$	– \$	(261) \$	148 \$	– \$	148 \$
Pertes actuarielles (gains actuariels)	1 022	161	1 183	(1 465)	(177)	(1 642)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global	761 \$	161 \$	922 \$	(1 317) \$	(177) \$	(1 494) \$

Périodes de 26 semaines closes les	28 juin 2014			29 juin 2013		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	181 \$	52 \$	233 \$	232 \$	60 \$	292 \$
Coût financier	515	83	598	456	78	534
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(493)	–	(493)	(381)	–	(381)
Autres frais administratifs	7	–	7	7	–	7
(Profit) pertes résultant de modifications de régimes	–	(5)	(5)	1	–	1
Charge au titre des prestations définies	210	130	340	315	138	453
Charge au titre des cotisations définies	5	–	5	4	–	4
Charge totale	215	130	345	319	138	457
Rendement des titres réservés	–	(10)	(10)	–	(10)	(10)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	215 \$	120 \$	335 \$	319 \$	128 \$	447 \$
Pertes (profits) de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(795) \$	– \$	(795) \$	(596) \$	– \$	(596) \$
Pertes actuarielles (gains actuariels)	2 326	376	2 702	(1 142)	(131)	(1 273)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global	1 531 \$	376 \$	1 907 \$	(1 738) \$	(131) \$	(1 869) \$

En mai 2014, la Société a signé une nouvelle convention collective avec les employés représentés par l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Les nouvelles conditions ont donné lieu à une modification des dispositions du régime de soins de santé postérieur à l'emploi. Le profit de 5 millions de dollars découlant de la modification du régime est constaté en résultat net.

c) Total des paiements versés en espèces

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se détaille comme suit :

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	28 juin 2014	29 juin 2013	28 juin 2014	29 juin 2013
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	38 \$	39 \$	71 \$	71 \$
Cotisations courantes de l'employeur aux régimes de retraite	75	93	153	180
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	21	26	38	51
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations définies	134	158	262	302
Cotisations aux régimes à cotisations définies	2	2	5	4
Total des paiements versés en espèces	136 \$	160 \$	267 \$	306 \$

Le montant total estimatif des cotisations du Groupe d'entreprises aux régimes de retraite à prestations définies en 2014 n'a pas évolué de manière significative par rapport au montant présenté dans les états financiers consolidés audités de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ce montant estimatif prend en compte la dispense de l'obligation de verser des cotisations spéciales à son régime de retraite agréé de 2014 à 2017 dont elle bénéficie, comme l'autorise le *Règlement sur la capitalisation du régime de retraite de la Société canadienne des postes*. La Société s'attend à reprendre les paiements spéciaux en 2018, soit après la période d'allègement temporaire.

7. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt sur le résultat du palier fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties aux impôts sur les bénéfices fédéraux et provinciaux.

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	28 juin 2014	29 juin 2013	28 juin 2014	29 juin 2013
Charge d'impôt exigible sur le résultat	13 \$	5 \$	9 \$	3 \$
Charge (produit) d'impôt différé afférente à l'apparition et à la résorption des différences temporelles	6	(31)	1	(13)
Charge (produit) d'impôt	19 \$	(26) \$	10 \$	(10) \$

8. Autres éléments du résultat global

	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	
	Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente		Réévaluations au titre des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Période de 13 semaines close				
le 28 juin 2014				
Montant de la période	8 \$		(922) \$	(914) \$
Impôt sur le résultat	(2)		230	228
Montant net	6 \$		(692) \$	(686) \$
Période de 13 semaines close				
le 29 juin 2013				
Montant de la période	(28) \$		1 494 \$	1 466 \$
Impôt sur le résultat	7		(374)	(367)
Montant net	(21) \$		1 120 \$	1 099 \$

	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	
	Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente		Réévaluations au titre des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Période de 26 semaines close				
le 28 juin 2014				
Montant de la période	26 \$		(1 907) \$	(1 881) \$
Impôt sur le résultat	(7)		478	471
Montant net	19 \$		(1 429) \$	(1 410) \$
Période de 26 semaines close				
le 29 juin 2013				
Montant de la période	(32) \$		1 869 \$	1 837 \$
Impôt sur le résultat	8		(468)	(460)
Montant net	(24) \$		1 401 \$	1 377 \$

9. Passifs éventuels

- a) Une plainte a été déposée auprès de la Commission canadienne des droits de la personne (la Commission) alléguant qu'il y avait eu discrimination par la Société en matière de travail à valeur égale. La plainte avait été initialement présentée en décembre 1982 par l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA). En mars 2006, sur la recommandation d'un conciliateur, la Commission a rejeté la plainte pour motif que celle-ci pouvait être traitée plus adéquatement sous le régime du *Code canadien du travail*.

Le 10 octobre 2012, la Société a été avisée par la Commission que l'ACMPA avait demandé la réactivation de sa plainte sur la parité salariale. La Société a déposé un mémoire juridique complet le 10 décembre 2012, donnant suite à la demande de la Commission à cet effet.

Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de cette plainte. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.

- b) L'ancienne convention collective entre la Société et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) a expiré en janvier 2011. À la suite des grèves tournantes déclenchées dans tout le pays par le STTP et du lock-out décrété par la Société, le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi forçant le retour au travail, qui a reçu la sanction royale en juin 2011. En octobre 2011, le STTP a déposé une requête de contestation de la constitutionnalité de la loi. De nouvelles ententes ont par la suite été ratifiées et signées en décembre 2012.

Comme il n'est pas actuellement possible de déterminer l'issue de la requête de contestation de la constitutionnalité de la loi forçant le retour au travail présentée par le STTP, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.

- c) En 2013, des membres de l'unité des Factrices et facteurs ruraux et suburbains du STTP (STTP-FFRS) ont déposé à titre individuel des plaintes (plaintes de 2013) devant la Commission canadienne des droits de la personne (la Commission) qui allègue, notamment, qu'il y aurait eu discrimination par la Société en matière de travail à valeur égale. La Commission avait déjà décliné compétence pour entendre des plaintes similaires présentées en 2012 (plaintes de 2012). Conformément au processus mis en place pour les plaintes de 2012, la Société a demandé à la Commission de décliner compétence pour entendre les plaintes de 2013 en se fondant sur le fait qu'il y a eu des erreurs de procédures et qu'il faudrait d'abord aller au bout du processus interne de règlement des différends à l'amiable.

Après que la Commission a décliné compétence relativement aux plaintes de 2012 déposées devant elle, d'autres réclamations ont été déposées contre la Société au nom de membres individuels du STTP-FFRS, dans divers endroits du pays. Ces réclamations allèguent, entre autres, que la Société contrevient à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* en refusant l'équité salariale entre l'unité des FFRS et les employés travaillant à l'extérieur des installations postales de la Société.

Comme il n'est pas actuellement possible de déterminer l'issue de ces réclamations, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.

- d) Jusqu'en juillet 2014 inclusivement, la Société a reçu du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) des avis selon lesquels il avait accepté aux fins d'enquête un certain nombre de plaintes, tant non confidentielles que confidentielles, déposées par la société Conseillers en gestion et en informatique CGI inc. (CGI) à l'égard de demandes de propositions pour des services de centres de données et de services de développement d'applications qu'Innovaposte avait émises au nom du Groupe d'entreprises relativement aux contrats octroyés le 6 décembre 2013 et le 18 février 2014. Selon les prétentions non confidentielles de CGI, i) les documents et les renseignements que CGI avait le droit de recevoir en vertu de ses demandes de comptes rendus ne lui ont pas été fournis; ii) des critères non divulgués ont été utilisés pour évaluer les offres de CGI; iii) les offres de CGI ont été évaluées incorrectement. La Société a déposé des réponses, et prépare des réponses additionnelles à déposer, toutes conformément aux exigences du TCCE et dans les délais impartis. De plus, le TCCE a fixé des audiences au cours du mois de septembre, auxquelles la Société participera, afin de clarifier les faits et d'entendre des arguments relatifs aux plaintes portant sur l'évaluation et le biais. Bien que CGI ait demandé diverses formes de réparation pour chacune des plaintes non confidentielles et confidentielles, dont une réparation pécuniaire, la direction est d'avis que les demandes de réparation pécuniaire n'ont aucun fondement et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers de la Société.
- e) Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d'entreprises a conclu des ententes qui prévoient des indemnités en faveur de tiers. De plus, chaque société du Groupe d'entreprises a conclu des ententes d'indemnisation avec chacun de ses administrateurs et de ses dirigeants et avec certains employés – soit aux termes de règlements administratifs, soit aux termes d'ententes – afin de les dédommager pour les réclamations dont ils pourraient faire l'objet ou les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs ou de dirigeants du Groupe d'entreprises ou dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs, de dirigeants ou d'une autre fonction semblable au sein d'une autre entité à la demande du Groupe d'entreprises.

En général, ces ententes ne précisent pas les limites du Groupe d'entreprises en matière de responsabilité. Par conséquent, il n'est pas possible d'estimer le passif éventuel futur au titre de telles indemnités. Aucun montant n'a donc été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à cet égard.

- f) Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d'entreprises est partie à différentes réclamations et divers litiges pour lesquels les sorties de ressources nécessaires pour éteindre les obligations qui en découleraient ne peuvent être estimées ou ne sont pas probables à l'heure actuelle. Lorsqu'une obligation est manifeste, la Société comptabilise des provisions au titre de litiges si une sortie de ressources est probable, et qu'il est possible d'en estimer le montant de manière raisonnable.
- g) Certains bâtiments de la Société contiennent des matériaux composés d'amiante que la Société serait obligée de retirer et de détruire de manière spéciale si elle entamait des projets de rénovation majeure ou de démolition partielle ou entière. Tant que ces projets ne seront pas amorcés, il n'y aura aucune obligation de retirer ou de détruire les matériaux contenant de l'amiante. Par conséquent, aucune provision à cet égard n'a été présentée dans les états financiers consolidés.

La Société a comptabilisé des passifs relatifs au démantèlement pour le retrait d'amiante et d'autres frais de remise en état de site pour des propriétés qu'elle compte céder en procédant à la vente de ces dernières (ces obligations devraient être transférées aux acheteurs éventuels de ces propriétés, à la date de la vente) ou rénover. Ces passifs sont comptabilisés à titre de provisions.

De même, la juste valeur des obligations de démantèlement liées à la remise en état des sites après l'enlèvement permanent d'une boîte postale communautaire d'un lieu ne peut pas être raisonnablement estimée, car la Société ne connaît pas les dates de règlement des obligations. La Société continuera à évaluer sa capacité d'estimer les justes valeurs de ses obligations de démantèlement à chaque date de clôture.

10. Autres charges opérationnelles

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	28 juin 2014	29 juin 2013	28 juin 2014	29 juin 2013
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	325 \$	325 \$	663 \$	662 \$
Immobilier, installations et entretien	86	87	182	177
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	146	119	265	234
Autres charges opérationnelles	557 \$	531 \$	1 110 \$	1 073 \$

11. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	28 juin 2014	29 juin 2013	28 juin 2014	29 juin 2013
Produit d'intérêts	3 \$	3 \$	7 \$	6 \$
Profit sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	1	4	1	115
Produits de placement et autres produits	4 \$	7 \$	8 \$	121 \$
Charge d'intérêts	(12) \$	(11) \$	(24) \$	(21) \$
Autres charges	(2)	–	(3)	(2)
Charges financières et autres charges	(14) \$	(11) \$	(27) \$	(23) \$
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(10) \$	(4) \$	(19) \$	98 \$

12. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	28 juin 2014	29 juin 2013	28 juin 2014	29 juin 2013
Produits générés par des transactions avec des parties liées	71 \$	68 \$	136 \$	148 \$
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes				
Envois postaux du gouvernement et envois destinés aux aveugles	5 \$	5 \$	11 \$	11 \$
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	1 \$	2 \$	3 \$	4 \$
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	8 \$	7 \$	16 \$	15 \$

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada, ainsi que des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux aveugles.

Aux	28 juin 2014	31 décembre 2013
Montants à recevoir et exigibles des parties liées		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	26 \$	20 \$
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	7 \$	16 \$
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	3 \$	3 \$

b) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 28 juin 2014, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) pour des montants de 3 millions de dollars et de 5 millions de dollars, respectivement (3 millions de dollars et 5 millions de dollars, respectivement au 29 juin 2013). Au 28 juin 2014, aucun montant (4 millions de dollars au 31 décembre 2013) lié aux transactions avec le Régime n'est impayé et n'a été pris en compte dans les clients et autres débiteurs.

Les paiements en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

c) Transactions avec des entités pour lesquelles les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et opérationnelles sont entièrement ou conjointement régies par les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises. Le cas échéant, les principaux dirigeants concernés se retirent toujours de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours de la période de 26 semaines close le 28 juin 2014 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour des montants de 26 millions de dollars et de 53 millions de dollars pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 28 juin 2014, respectivement (28 millions de dollars et 55 millions de dollars, respectivement au 29 juin 2013). Au 28 juin 2014, une somme de 2 millions de dollars (4 millions de dollars au 31 décembre 2013) était due à la société par Purolator. Cette somme est incluse dans les fournisseurs et autres créditeurs. Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui étaient comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

13. Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers

Justes valeurs des instruments financiers

Les justes valeurs sont déterminées et présentées selon la hiérarchie décrite ci-dessous qui reflète l'importance des données utilisées pour établir les estimations.

Au 28 juin 2014

	Niveau 1 ¹	Niveau 2 ²	Niveau 3 ³	Total
Évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	359 \$	192 \$	– \$	551 \$
Titres négociables	– \$	491 \$	– \$	491 \$
Titres réservés	– \$	546 \$	– \$	546 \$
Clients et autres débiteurs : actifs financiers détenus à des fins de gestion des risques	– \$	2 \$	– \$	2 \$
Évalués au coût amorti				
Prêts et emprunts	– \$	1 295 \$	– \$	1 295 \$

Au 31 décembre 2013

	Niveau 1 ¹	Niveau 2 ²	Niveau 3 ³	Total
Évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	324 \$	144 \$	– \$	468 \$
Titres négociables	– \$	570 \$	– \$	570 \$
Titres réservés	– \$	510 \$	– \$	510 \$
Évalués au coût amorti				
Prêts et emprunts	– \$	1 232 \$	– \$	1 232 \$

La notation de crédit de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables et des titres réservés demeure conforme à la politique de placement de la Société, qui prévoit des cotes R1 (moyen) pour les placements à court terme et A pour les placements à long terme attribuées par le Dominion Bond Rating Service.

1. Niveau 1 : La juste valeur est établie à partir de cours non ajustés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
2. Niveau 2 : La juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des données d'entrée autres que les cours de marché inclus dans le niveau 1 qui sont observables directement ou indirectement et qui comprennent les données d'entrée ou des cours sur des marchés qui ne sont pas considérés comme actifs. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués en actualisant les flux de trésorerie futurs, ce qui permet ainsi de maximiser l'utilisation des données d'entrées de marché directement ou indirectement observables, comme les taux d'intérêt assortis de modalités, de caractéristiques et de courbes de rendement similaires et de cours sur des marchés à terme établis à partir des taux d'intérêt et des écarts de crédit d'instruments identiques ou semblables.
3. Niveau 3 : La juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des données d'entrée de marché non observables reposant sur la meilleure estimation de la direction.

Au cours de la période de 26 semaines close le 28 juin 2014, il n'y a eu aucun transfert entre des niveaux de la hiérarchie des justes valeurs.

Les justes valeurs des éléments suivants sont proches des valeurs comptables de ceux-ci en raison de leur règlement prévu à court terme : clients et autres débiteurs, fournisseurs et autres créditeurs, salaires et avantages à payer et provisions connexes.

Facteurs de risques financiers

Les instruments financiers du Groupe d'entreprises l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques financiers n'ont pas évolué de manière significative depuis la clôture de la dernière période. Des informations actualisées sont présentées ci-après sur la nature et l'étendue du risque de change et du risque de liquidité.

a) Risque de marché

Risque de change • Le Groupe d'entreprises est exposé au risque de change qui découle surtout des règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et du remboursement des mandats-poste libellés en monnaie étrangère. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux (DTS), soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain (\$ US), l'euro (€), la livre sterling (£) et le yen (¥), alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains.

Au cours de la période de 26 semaines close le 28 juin 2014, le Groupe d'entreprises a poursuivi la mise en œuvre de son programme de couverture économique visant à réduire les risques liés aux soldes en monnaies étrangères et aux ventes libellées en DTS prévues. Les montants notionnels des contrats de change à terme en vigueur s'établissent comme suit :

Au 28 juin 2014

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Fourchette d'échéance	Type	Juste valeur
Dollar américain	54 \$ US	59 \$	1,10 \$/\$ US	10 juillet-18 décembre 2014	Vente à terme	1 \$
Euro	32 €	48	1,49 \$/€	11 juillet-19 décembre 2014	Vente à terme	1
Livre sterling	7 £	13	1,80 \$/£	11 juillet-19 décembre 2014	Vente à terme	–
Yen	829 ¥	9	0,011 \$/¥	11 juillet-19 décembre 2014	Vente à terme	–
Total		129 \$				2 \$

Au 31 décembre 2013

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Échéance	Type	Juste valeur
Dollar américain	35 \$ US	37 \$	1,07 \$/\$ US	16 janvier 2014	Vente à terme	– \$
Euro	17 €	25	1,45 \$/€	17 janvier 2014	Vente à terme	–
Livre sterling	3,5 £	6	1,75 \$/£	17 janvier 2014	Vente à terme	–
Yen	450 ¥	5	0,010 \$/¥	17 janvier 2014	Vente à terme	–
Total		73 \$				– \$

Les profits (pertes) de change et les profits (pertes) sur les dérivés de change s'établissent comme suit :

	Périodes de 13 semaines closes les			28 juin 2014			29 juin 2013		
		Pertes de change	Profits sur dérivés	Total	Profits de change	Pertes sur dérivés	Total		
Latents	(3) \$	5 \$	2 \$	2 \$	(3) \$	(1) \$			
Réalisés	(1)	–	(1)	1	(1)	–			
Total	(4) \$	5 \$	1 \$	3 \$	(4) \$	(1) \$			

	Périodes de 26 semaines closes les			28 juin 2014			29 juin 2013		
		Profits (pertes) de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total	Profits de change	Pertes sur dérivés	Total		
Latents	(2) \$	2 \$	– \$	1 \$	(4) \$	(3) \$			
Réalisés	3	(2)	1	2	(2)	–			
Total	1 \$	– \$	1 \$	3 \$	(6) \$	(3) \$			

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le Groupe d'entreprises gère le risque de liquidité en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et les passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. Le Groupe d'entreprises investit dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

Se reporter aux notes 17 et 24 c) afférentes aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013 pour un complément d'information sur les facilités d'emprunt autorisées actuelles de la Société.

14. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises.

Toutes les transactions intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange, qui correspond au montant convenu entre les diverses entités juridiques et les divers secteurs concernés. Les opérations sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés, sauf pour le secteur des services des TI qui sont offerts en interne, car Innovaposte exerce ses activités selon le principe de recouvrement des coûts. Sur une base consolidée, la Société n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 28 juin 2014 et pour la période de 13 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Innovaposte	Éléments intersectoriels et consolidés	Total
Produits provenant des clients externes	1 552 \$	408 \$	47 \$	– \$	– \$	2 007 \$
Produits intersectoriels	7	19	5	59	(90)	–
Produits opérationnels	1 559 \$	427 \$	52 \$	59 \$	(90) \$	2 007 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 037 \$	187 \$	21 \$	24 \$	– \$	1 269 \$
Autres charges opérationnelles	391	198	24	35	(91)	557
Amortissement	69	14	3	–	(1)	85
Charges opérationnelles	1 497 \$	399 \$	48 \$	59 \$	(92) \$	1 911 \$
Résultat opérationnel	62 \$	28 \$	4 \$	– \$	2 \$	96 \$
Produits de placement et autres produits	4 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 \$
Charges financières et autres charges	(13)	(1)	–	–	–	(14)
Résultat avant impôt	53 \$	27 \$	4 \$	– \$	2 \$	86 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	11	7	1	–	–	19
Résultat net	42 \$	20 \$	3 \$	– \$	2 \$	67 \$
Total de l'actif	6 550 \$	773 \$	94 \$	104 \$	(403) \$	7 118 \$
Acquisition d'immobilisations	55 \$	8 \$	3 \$	– \$	(1) \$	65 \$
Total du passif	8 486 \$	331 \$	47 \$	53 \$	(63) \$	8 854 \$

Au 29 juin 2013 et pour la période de 13 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Innovaposte	Éléments intersectoriels et consolidés	Total
Produits provenant des clients externes	1 429 \$	393 \$	40 \$	– \$	– \$	1 862 \$
Produits intersectoriels	6	19	3	58	(86)	–
Produits opérationnels	1 435 \$	412 \$	43 \$	58 \$	(86) \$	1 862 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 105 \$	184 \$	16 \$	22 \$	– \$	1 327 \$
Autres charges opérationnelles	369	189	23	36	(86)	531
Amortissement	61	14	2	–	(1)	76
Charges opérationnelles	1 535 \$	387 \$	41 \$	58 \$	(87) \$	1 934 \$
Résultat opérationnel	(100) \$	25 \$	2 \$	– \$	1 \$	(72) \$
Produits de placement et autres produits	6 \$	– \$	– \$	– \$	1 \$	7 \$
Charges financières et autres charges	(10)	–	–	–	(1)	(11)
Résultat avant impôt	(104) \$	25 \$	2 \$	– \$	1 \$	(76) \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(33)	7	–	–	–	(26)
Résultat net	(71) \$	18 \$	2 \$	– \$	1 \$	(50) \$
Total de l'actif	6 113 \$	772 \$	91 \$	99 \$	(420) \$	6 655 \$
Acquisition d'immobilisations	77 \$	5 \$	1 \$	– \$	(1) \$	82 \$
Total du passif	7 532 \$	343 \$	60 \$	52 \$	(80) \$	7 907 \$

Au 28 juin 2014 et pour la période de 26 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Innovaposte	Éléments intersectoriels et consolidés	Total
Produits provenant des clients externes	3 014 \$	773 \$	88 \$	– \$	– \$	3 875 \$
Produits intersectoriels	13	40	9	121	(183)	–
Produits opérationnels	3 027 \$	813 \$	97 \$	121 \$	(183) \$	3 875 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	2 070 \$	375 \$	41 \$	47 \$	– \$	2 533 \$
Autres charges opérationnelles	779	394	46	73	(182)	1 110
Amortissement	134	27	4	1	(2)	164
Charges opérationnelles	2 983 \$	796 \$	91 \$	121 \$	(184) \$	3 807 \$
Résultat opérationnel	44 \$	17 \$	6 \$	– \$	1 \$	68 \$
Produits de placement et autres produits	8 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	8 \$
Charges financières et autres charges	(26)	(1)	–	–	–	(27)
Résultat avant impôt	26 \$	16 \$	6 \$	– \$	1 \$	49 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	3	5	2	–	–	10
Résultat net	23 \$	11 \$	4 \$	– \$	1 \$	39 \$
Total de l'actif	6 550 \$	773 \$	94 \$	104 \$	(403) \$	7 118 \$
Acquisition d'immobilisations	93 \$	12 \$	5 \$	– \$	(2) \$	108 \$
Total du passif	8 486 \$	331 \$	47 \$	53 \$	(63) \$	8 854 \$

Au 29 juin 2013 et pour la période de 26 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Innovaposte	Éléments intersectoriels et consolidés	Total
Produits provenant des clients externes	2 937 \$	750 \$	79 \$	– \$	– \$	3 766 \$
Produits intersectoriels	11	41	6	114	(172)	–
Produits opérationnels	2 948 \$	791 \$	85 \$	114 \$	(172) \$	3 766 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	2 214 \$	367 \$	35 \$	44 \$	– \$	2 660 \$
Autres charges opérationnelles	748	383	44	69	(171)	1 073
Amortissement	127	27	3	1	(2)	156
Charges opérationnelles	3 089 \$	777 \$	82 \$	114 \$	(173) \$	3 889 \$
Résultat opérationnel	(141) \$	14 \$	3 \$	– \$	1 \$	(123) \$
Produits de placement et autres produits	126 \$	– \$	– \$	– \$	(5) \$	121 \$
Charges financières et autres charges	(21)	(1)	–	–	(1)	(23)
Résultat avant impôt	(36) \$	13 \$	3 \$	– \$	(5) \$	(25) \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(14)	4	–	–	–	(10)
Résultat net	(22) \$	9 \$	3 \$	– \$	(5) \$	(15) \$
Total de l'actif	6 113 \$	772 \$	91 \$	99 \$	(420) \$	6 655 \$
Acquisition d'immobilisations	152 \$	8 \$	2 \$	– \$	(2) \$	160 \$
Total du passif	7 532 \$	343 \$	60 \$	52 \$	(80) \$	7 907 \$

POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301
Pour obtenir des informations plus détaillées sur les ressources à votre disposition,
veuillez visiter postescanada.ca.

Canada